



## Construire un avenir durable : Comment renforcer la cohésion sociale des jeunes en Guinée ?

NAKOU Zinsou Daniel<sup>1</sup>, ZOUMANIGUI Diarra<sup>2</sup>, SIMPARA Sékou Mohamed<sup>3</sup>, CISSÉ Kadiatou<sup>4</sup>,  
TRAORÉ Ibrahima<sup>5</sup>, SIMEN NANA Serge Francis<sup>6</sup>

<sup>1</sup>Laboratoire de recherche Entreprise et Développement (LAED), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG), Université Julius Nyerere de Kankan, Guinée ; <sup>2</sup>Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG), Université Julius Nyerere de Kankan, Guinée ; <sup>3</sup>Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG), Université Julius Nyerere de Kankan, Guinée ; <sup>4</sup>Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG), Université Julius Nyerere de Kankan, Guinée ; <sup>5</sup>Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG), Université Julius Nyerere de Kankan, Guinée, <sup>6</sup>Laboratoire de recherche Entreprise et Développement (LAED), Ecole Supérieure Polytechnique (ESP), Université Chikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

**Résumé:** Cet article vise à comprendre le phénomène de l'exclusion sociale des jeunes en Guinée en identifiant et en analysant les déterminants de cette exclusion ainsi que les interventions pédagogiques qui peuvent y faire face, dans le cadre du concept de durabilité sociale. L'objectif est d'établir un lien entre l'exclusion sociale des jeunes et l'efficacité des mesures éducatives, tout en tenant compte de la durabilité sociale. L'analyse repose sur une réflexion philosophique et une revue de la littérature académique, ainsi que sur des données empiriques et statistiques, en prenant la Guinée comme étude de cas. L'analyse des données en Guinée vise à comprendre les mécanismes d'exclusion sociale des jeunes. Les résultats sont intégrés dans une approche de durabilité sociale pour élaborer un modèle systémique visant à prévenir cette exclusion, en mettant l'accent sur l'éducation. Les conclusions soulignent que l'éducation, l'emploi et la citoyenneté sont des facteurs clés de cette exclusion, et l'importance d'une modélisation holistique est mise en avant pour établir un système coordonné d'interventions politiques et pédagogiques. En outre, les forces pédagogiques luttent contre l'exclusion sociale, mais en lien avec la durabilité sociale. De surcroît, l'exclusion des jeunes creuse un fossé entre eux et la communauté, et qu'une communauté responsable doit être inclusive pour assurer sa durabilité. L'exemple de Guinée illustre cette problématique, où l'exclusion des jeunes est un enjeu majeur dans le débat politique, malgré des droits sociaux étendus.

**Mots-clés :** Exclusion sociale ; Durabilité sociale ; Contrepoids pédagogiques ; Jeunes ; Guinée

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.15073209>



## 1. Introduction

De plus en plus, l'exclusion sociale a été identifiée comme un problème économique important (Nevala et al, 2011), et est également fortement reflétée dans l'Agenda 2030 des Nations Unies (United Nations, 2015 ; Panda, 2016). Mais, compte tenu des préoccupations exprimées en matière de durabilité sociale, la promotion des Objectifs de Développement Durable (ODD) a fait l'objet d'un large consensus lors du Sommet de la Terre Rio+20 (Sachs, 2012). La conférence des Nations Unies (ONU) sur le Développement Durable a conclu que l'initiative du bonheur national brut (BNB) du Bhoutan était devenue un pilier pertinent de la politique de développement social (Helliwell, Layard et Sachs, 2012). Outre le bonheur, la réalisation de l'inclusion sociale pour tous est également un indicateur important de la durabilité sociale. La présente recherche se propose donc d'apporter un éclairage supplémentaire sur un sujet non encore exploré En Guinée. Ainsi, l'objectif de cette recherche est de comprendre, plutôt que de prévoir simplement le phénomène de l'exclusion sociale des jeunes guinéens par l'identification et l'analyse critique des déterminants d'exclusion sociale et des contrepoids pédagogiques à la lumière du concept de durabilité sociale. Dans une optique de compréhension, l'analyse présentée dans cette recherche offre un nouvel éclairage sur le phénomène multiforme de l'exclusion sociale en tant que problème pédagogique et politique. L'originalité et la contribution de cette recherche est d'élargir les perspectives académiques actuelles pour considérer l'exclusion sociale comme un exemple de non-durabilité sociale. En d'autres termes, l'éradication de l'exclusion sociale est une prémisses nécessaire à la durabilité sociale. De plus, nous espérons que cet élargissement de la perspective académique, c'est-à-dire l'intégration de l'exclusion sociale dans la durabilité sociale, se traduira par une attention socio-politique accrue accordée à l'exclusion sociale des générations futures en tant que composante d'un programme plus vaste. Enfin, nous pensons que cette nouvelle contribution ouvre la voie à un nouveau point de vue et fournit des informations significatives et efficaces pour la prise de décision politique et sociétale concernant l'exclusion sociale.

Cette recherche fournit une perspective théorique sur le rôle de l'éducation dans un développement socialement durable. Comme nous le savons, l'éducation est un facteur essentiel de la durabilité économique par sa capacité à produire du capital humain ; l'augmentation des capacités, des compétences et des connaissances individuelles est nécessaire à la croissance économique (Minica, 2016). Cependant, le rôle de l'éducation dans la promotion de la durabilité sociale, cohésion sociale, stabilité, participation et confiance, a été moins analysé (Edvardsson Björnberg, Skogh et Strömberg, 2015). L'éducation est considérée comme un élément clé du développement social durable en raison de sa capacité à promouvoir le capital social (Helliwell et Putnam, 2007). Dans ce contexte, il convient de mentionner la critique de Daly et Silver (2008, p. 563-564), selon laquelle l'augmentation du capital social ne réduira pas toujours l'exclusion sociale. La constitution d'un capital social par l'éducation exige de faire partie de la société et non d'en être exclue. Comme le capital humain contribue à la durabilité économique de la société, le capital social, en tant qu'effort partagé, contribue également au bien commun.

Alors, l'exclusion sociale des jeunes guinéens illustre l'antithèse même de la durabilité sociale. Les chercheurs en sciences sociales ont ardemment étudié l'inégalité et ses implications pour les sociétés durables. Présenter l'exclusion sociale comme un élément essentiel de la durabilité apporte un éclairage supplémentaire sur l'analyse des conditions limitées de la durabilité. Bien que l'inégalité et l'exclusion sociale aient beaucoup en commun, il s'agit néanmoins de concepts différents. Dans cette recherche, l'exclusion sociale peut être interprétée en grande partie comme la conséquence de l'échec collectif à s'attaquer efficacement au problème de l'inégalité. L'exclusion sociale des jeunes guinéens indique l'échec de la société à créer des conditions durables. Cet échec a des conséquences économiques et sociales, ainsi qu'un effet de diminution de la cohésion sociale et de la confiance, influençant ainsi le bien-être et l'orientation de vie des personnes, ce qui mine l'aspect social de la durabilité.

Pour répondre à notre interrogation, nous présentons la littérature mobilisée pour expliquer la relation entre les déterminants d'exclusion sociale des jeunes guinéens et leur durabilité sociale (1) puis nous justifions nos choix méthodologiques (2). Les résultats sont présentés (3) et discutés (4) pour déboucher sur les implications de notre recherche.

## 2. Revue de littérature

Cette section aborde l'exclusion sociale en tant que phénomène relationnel, en explorant ses différentes dimensions. Elle souligne le passage de l'exclusion à l'inclusion sociale, en identifiant les facteurs de risque et de

protection qui impactent les jeunes. L'exclusion des adolescents est examinée à travers le prisme de leur parcours de vie, et cette section suggère des stratégies pour prévenir et lutter contre ce phénomène.

## 2.2. Exclusion sociale

Le stade avancé de la modernisation se caractérise par une ère à forte intensité d'information, fondée sur un professionnalisme hautement qualifié et sur l'apprentissage tout au long de la vie. Ce type de société de haute technologie offre de nouvelles opportunités, mais présente également de nouveaux défis pour la jeune génération. La société évolue rapidement et devient de plus en plus complexe. De ce fait, la socialisation se délite, et les écarts entre les individus et la société prolifèrent de manière significative dans les sociétés actuelles. Le mode de vie moderne se caractérise par une individualisation, un pluralisme et une myopie croissants (Deneen, 2018). Un nombre croissant de jeunes semblent avoir des difficultés à s'intégrer dans la société.

Les sociétés actuelles sont influencées par de nombreux facteurs sociaux et culturels différents associés à des structures politiques et économiques. Le changement social se manifeste et est influencé par l'évolution du marché du travail, l'importance croissante de l'éducation dans le parcours de vie des personnes, les nouveaux types de possibilités de traitement de l'information offertes par le développement des Technologies de l'Information et de la Recherche (TIC) et l'instabilité et la complexité croissantes de la vie quotidienne des personnes (Newburn, Shiner et Young, p.1, 4-6 ; Fuchs, 2008).

Les spécialistes des sciences sociales ont produit de nombreuses caractérisations pertinentes et précises de la nature de la société moderne tardive. Elle a été qualifiée, par exemple, de société de services postindustrielle (Vogt, 2016), de société de l'information (par exemple, (Webster, 2014), de société d'apprentissage, voire de société d'apprentissage tout au long de la vie (Hake, 1999), et de société fondée sur des qualités professionnelles élevées (Evetts, 2003). En outre, elle a été caractérisée en termes de consumérisme, de pluralisme et d'individualisme, ainsi que de société du risque, dans laquelle de nouveaux types de risques sociaux apparaissent (Bauman, 2005).

Les changements structurels de la nature du marché du travail ont été identifiés et documentés dans de nombreuses études spécifiques aux pays et plus générales. Ces dernières années, l'attention s'est portée de plus en plus sur la question de savoir si les changements survenus sur le marché du travail "ont précipité une transformation fondamentale des systèmes de relations industrielles des différents pays" (Gupta, 2013, p.1). Parallèlement au développement des TIC, les considérations ont porté, entre autres, sur les impacts des TIC (Freeman, 2002). Au cours des 30 dernières années, dans l'ensemble des pays industrialisés, les emplois dans les industries traditionnelles ont diminué de manière significative et, en conséquence, ont augmenté dans le secteur des services. Dans de nombreux pays, deux domaines différents du marché du travail se sont formés. D'une part, il existe un marché du travail bien rémunéré pour les personnes instruites, et d'autre part, il existe un marché du travail à bas salaire. En outre, selon le McKinsey Global Institute (2017), on estime qu'en 2030 jusqu'à 375 millions de travailleurs dans le monde (14% de la main-d'œuvre mondiale) devront probablement passer à de nouvelles catégories professionnelles et acquérir de nouvelles compétences, en cas d'adoption rapide de l'automatisation. Si cette transition vers de nouveaux emplois est lente, le chômage pourrait augmenter et freiner la croissance des salaires (McKinsey Global Institute, 2017, p.1).

En raison des changements structurels du marché du travail, le chômage de longue durée est devenu un élément permanent du système commercial moderne (Blien et Helge, 2015 ; Restrepo, 2015). Il existe une corrélation distincte entre un faible niveau d'éducation et le chômage de longue durée (Garrouste, Kozovska et Perez, 2010). Outre le fait que l'éducation et le marché du travail sont de plus en plus étroitement liés, la nature du travail a changé. Ce changement, pour sa part, est lié au changement de la nature de la société, concernant les conditions de vie des gens, leur vie quotidienne, leurs rôles sociaux et leur identité en tant que citoyens.

De nombreux signes indiquent que le changement des structures sociales provoqué par la modernisation tardive offre de nouvelles possibilités d'emploi et provoque le chômage. Cependant, elle entraîne souvent, mais peut-être pas nécessairement, des différences de revenus croissantes et provoque une polarisation des conditions de vie, du bien-être et de la santé des personnes. Le concept d'exclusion sociale fait référence au parcours de vie d'un individu qui ne trouve pas sa place en tant que membre de la société (Sacker, 2017). Elle se manifeste par le chômage de longue durée, la pauvreté, un faible niveau d'éducation, des conditions de vie médiocres, voire le sans-abrisme et d'autres formes correspondantes de marginalisation (Ziyauddin, 2009, p.1-2).

## 2.3. Exclusion sociale en tant que phénomène relationnel

Les concepts d'inclusion sociale et d'exclusion sociale ne sont pas exacts (Morgan et al, 2007, p.479-480). Il est possible de définir ces termes selon différentes perspectives, en mettant l'accent sur différents aspects du phénomène. Cependant, il est également possible de dire quelque chose sur la nature de la réalité à laquelle les concepts font référence. Il est logique de définir l'inclusion sociale et l'exclusion sociale comme des opposés (Levitas, 2004) (on peut trouver une critique de cette polarisation de l'inclusion sociale et de l'exclusion sociale,

par exemple, dans Spandler (2007) ; Sells, Stayner et Davidson (2004) ; Higuchi (2014). Par conséquent, la définition de l'un d'entre eux implique la définition de l'autre également. En conséquence, les concepts indiquent une propriété opposée de la société : Plus il y a d'exclusion sociale, moins il y a d'inclusion sociale dans la société. Par conséquent, plus l'exclusion sociale est importante, plus le niveau de cohésion sociale est faible ; et inversement, moins il y a d'exclusion sociale, plus le niveau de cohésion sociale est élevé.

Le concept d'exclusion sociale fait référence, en soi, à un décalage entre un individu et la société (Silver et Miller, 2003, p.3) parlent de rupture du lien social qui est crucial dans le contexte du contrat social entre les citoyens et l'État). Dans la société actuelle, ce décalage se manifeste par des exigences professionnelles croissantes. Le savoir-faire requis dans la vie professionnelle ne peut être acquis que par une formation de longue durée et, en raison de l'évolution rapide de la vie professionnelle, le savoir-faire correspondant doit être actualisé en permanence. L'incapacité à répondre à ces exigences entraîne une accumulation de désavantages (Restrepo, 2015). En ce qui concerne le parcours de vie d'un individu, il est raisonnable de définir l'exclusion sociale plutôt comme un processus que comme un état de fait un cycle négatif dans le parcours de vie d'un individu (Byrne, 2005, p.3-4). Il existe de nombreuses preuves montrant que l'exclusion sociale est souvent liée à des processus transgénérationnels (Hobcraft, 2002).

Se référant à la relation entre un individu et la société en tant que processus, qui se produit au cours de la vie d'une personne, le terme d'inclusion/exclusion sociale s'applique à la fois aux états d'affaires individuels et sociaux. L'ampleur de l'exclusion sociale peut être présentée comme le nombre d'individus en situation d'exclusion sociale, ce qui caractérise également la nature de la société en ce qui concerne le niveau de cohésion sociale. En plus des définitions quantitatives, une attention peut être accordée aux variétés qualitatives de l'exclusion sociale, tant au niveau individuel qu'au niveau de la nature de la société (Saunders, 2008, p.87).

Bien que l'aspect de la transmission intergénérationnelle de l'exclusion sociale ait été identifié (Foster et Hagan, 2007), il est important de souligner en particulier d'un point de vue éducatif que l'exclusion sociale n'est pas une caractéristique innée d'un individu. En tant que processus, elle est liée au parcours de vie de l'individu, bien qu'elle ne concerne pas une caractéristique individuelle mais la relation entre un individu et la société. Il ne s'agit pas d'un phénomène de type "ou bien" mais de type "plus ou moins" (Silver, 2007). Les risques et les facteurs de prévention ont été établis par la recherche. En ce sens, l'exclusion sociale peut être prévenue et atténuée par des activités d'intervention appropriées (par exemple, (Erola et Kilpi-Jakonen, 2017).

Malgré la confusion et l'ambiguïté qui entourent le concept d'exclusion sociale (Rawal, 2008, p.170), il a été largement utilisé dans les débats politiques et universitaires par les différents pays européens. L'Union Européenne a joué un rôle important dans l'établissement des concepts d'exclusion sociale et d'inclusion sociale dans la rhétorique politique (Notkola, 2013). Par exemple, au Royaume-Uni, le concept d'exclusion sociale a également été jugé applicable au développement du système de services sociaux (Axford, 2010]. Le concept d'exclusion sociale semble être politiquement viable, bien qu'il se soit avéré difficile à utiliser dans le cadre universitaire (Levitas, 2005, p.7-28).

Cependant, il existe un nombre assez important de recherches sur le phénomène appelé exclusion sociale. Nous avons une compréhension relativement bonne de ses origines, de ses expressions et de ses conséquences, tant chez les individus que dans la société. Dans la recherche, on s'attache à identifier les aspects micro et macro-sociaux, ainsi que les facteurs de risque et de protection (Morgan et al, 2007). Cependant, malgré les nombreuses recherches et théories sur le phénomène, il a été difficile de trouver des moyens adéquats, politiques et professionnels, pour la prévention et l'atténuation (Saunders, p.88).

Les mécanismes de l'exclusion sociale peuvent être très différents selon les sociétés. Par exemple, il a été noté qu'en Europe du Nord, les réseaux sociaux sont des facteurs de protection essentiels, mais qu'en Europe du Sud, le facteur de protection est plutôt la famille (Kieselbach, 2008). Les connaissances issues de la recherche qui sont valables dans un pays ne sont pas nécessairement utiles dans un autre. C'est pourquoi des études nationales et transnationales sont nécessaires pour déterminer la nature et les mécanismes du phénomène lui-même et pour élaborer des modèles, des stratégies et des pratiques de prévention et d'atténuation pertinents et adaptés aux différents contextes nationaux.

## 2.4. Dimensions de l'exclusion sociale

Selon Jyrkämä (1986), les cinq principaux domaines d'importance pour l'exclusion sociale sont l'éducation, le marché du travail, les relations sociales, les systèmes de normes et de valeurs de la société et la citoyenneté. Dans la tradition de recherche et d'élaboration de théories sur l'exclusion sociale, l'attention est davantage portée sur l'exclusion des systèmes d'éducation et du marché du travail que sur la citoyenneté active et l'identité appropriée en tant que membre de la société (Daly et Silver, 2008, p.559-560). Pour des raisons tant académiques que politiques, il est nécessaire de voir la complexité du phénomène dans lequel les dimensions mentionnées s'influencent mutuellement (Room, 1999, p.167).

L'exclusion sociale signifie être socialement exclu. Un faible niveau d'éducation signifie une position faible sur le marché du travail. En ce sens, il s'agit d'une plateforme de chômage à long terme au moins potentiel dans le

parcours de vie d'un individu (Garrouste, 2010). Cela peut affaiblir le sentiment d'appartenance d'une personne, provoquer la passivité dans les relations sociales, la solitude et l'aliénation culturelle qui se manifeste par un comportement déviant (Fiske et Yamamoto, 2005). Cela peut être conceptualisé comme une exclusion de la morale commune, des valeurs sociales et des normes généralement partagées (Nichols, Mitchell et Lindner, 2013).

Un manque de sentiment d'appartenance à la société peut être déclenché par une faible identité en tant que citoyen (Yuval-Davis, 2006). Dans cette perspective, l'exclusion sociale est un processus qui prive un individu de sa citoyenneté. Se manifestant par un sentiment insuffisant d'appartenance aux autres membres de la société, elle peut être considérée comme opposée à la citoyenneté active et à la participation en tant que citoyen (Kyei-Poku, 2014). Cela implique une distance par rapport aux valeurs et aux normes communément partagées par la société. La criminalité est une forme extrême d'exclusion culturelle.

Une étude guinéenne (Oury, 2012) a montré que le faible niveau d'éducation, les problèmes mentaux, les difficultés à gagner sa vie et les comportements délictueux ont tendance à s'accumuler, et que cela se produit souvent dans le cadre de processus intergénérationnels. Dans le débat guinéens, l'exclusion sociale a été considérée en particulier en termes d'accumulation de facteurs causant un statut défavorisé, principalement comme une combinaison de faible niveau d'éducation, de chômage de longue durée, de problèmes de gestion de la vie, de problèmes de santé et de passivité sociale (Kéléfa, 2014). Cependant, les chaînes de cause à effet, qui comprennent également différents types de mécanismes de co-effet, sont très différentes.

Toutefois, les chaînes de cause à effet, qui comprennent également différents types de mécanismes de co-effet, sont très difficiles à identifier et varient considérablement d'un parcours de vie individuel à l'autre (Higuchi, 2014). Il est logique, comme nous l'avons indiqué plus haut, de comprendre et de définir l'exclusion sociale plutôt en termes de "plus ou moins" que de "soit ou" dans le parcours de vie individuel. Dans un parcours de vie individuel, le degré d'exclusion sociale peut varier dans différents domaines de la vie (Burchardt, Le Grand et Piachaud, 2002). L'exclusion dans un domaine, par exemple l'abandon scolaire, expose également à l'exclusion dans d'autres domaines de la vie et, par conséquent, l'exclusion scolaire peut résulter de problèmes dans d'autres domaines. Dans le parcours de vie individuel, l'exclusion de la scolarité, de l'emploi et de la citoyenneté sont des processus imbriqués.

En outre, les mécanismes d'exclusion sont uniques. Par exemple, l'abandon de la scolarité peut résulter principalement de problèmes de santé personnels ou d'un trouble neurologique de l'apprentissage de l'individu. En même temps, dans ce cas, le taux d'abandon scolaire montre que le système éducatif est incapable d'intégrer les élèves qui ont certains problèmes de santé spécifiques ou des difficultés d'apprentissage. Ainsi, l'abandon scolaire résulte non seulement de problèmes personnels, mais aussi de la faiblesse du système et de la pratique éducatifs. (Cette façon de penser est sous-tendue par l'idée d'une "exclusion sociale forcée" dans laquelle les opportunités de participation sociale sont dans une large mesure rendues impossibles par les paramètres politiques des institutions et des acteurs sociaux (Boardman, 2011). A l'opposé de cette interprétation, notamment du point de vue des malades mentaux (Davey et Gordon, 2017). Le manque d'individualisation et la rigidité des environnements et des programmes scolaires sont considérés comme des causes partielles de l'exclusion scolaire (Pennacchia, 2016, p.4). En ce qui concerne la complexité des relations de cause à effet et des mécanismes de co-effet de l'exclusion sociale, il est important de prêter attention aux facteurs à différents niveaux de la vie sociale (Bynner, 2000, p.21). Outre les facteurs individuels, microsociaux et macrosociaux (Bermant et Phillips, 2000), il existe des forces globales par lesquelles les économies nationales des différents pays sont essentiellement façonnées dans le contexte actuel de mondialisation. Les mécanismes d'exclusion sociale sont liés aux économies nationales, qui sont influencées par des forces économiques supranationales. L'interconnectivité mondiale et la responsabilité morale concernant, par exemple, la pauvreté et l'exclusion sociale dans le monde sont fortement préconisées (Pogge, 2008).

Cependant, l'exclusion sociale des jeunes ne concerne pas seulement les mécanismes du chômage, ni le marché du travail. Le phénomène est trop complexe pour être réduit aux seules questions économiques. Néanmoins, les problèmes des jeunes pour trouver un emploi semblent devenir un élément intégral de toute société moderne, concernant non seulement les moins éduqués, bien que leur situation sur le marché du travail soit la pire, mais de plus en plus et plus largement l'ensemble de la population jeune.

Cependant, l'exclusion sociale des jeunes ne concerne pas seulement les mécanismes du chômage, ni le marché du travail. Le phénomène est trop complexe pour être réduit aux seules questions économiques. Néanmoins, les problèmes des jeunes pour trouver un emploi semblent devenir un élément intégral de toute société moderne concernant non seulement les moins éduqués, bien que leur situation sur le marché du travail soit la pire, mais de plus en plus et plus largement l'ensemble de la population jeune.

## 2.5. De l'exclusion à l'inclusion sociale

Nos sociétés sont composées d'individus qu'Eme (1998) catégorise de façon sommaire en deux groupes, les *in* et les *out*. Les *in* seraient, à un pôle, associés à des rôles et attributs valorisés socialement, tandis qu'à l'autre pôle, les *out* cumuleraient des caractéristiques majoritairement dévalorisées socialement. Par exemple, les caractéristiques peu prisées qui mèneraient à un statut de *out* ou d'exclusion seraient: l'isolement social, la

stigmatisation et le dénuement sur le plan économique. Nombreuses sont les personnes présentant une déficience intellectuelle (DI) qui manifestent un ou plusieurs de ces attributs. Les individus dotés d'un statut social moins légitime (les *outs*) chercheraient à transiter vers un statut plus acceptable socialement; bref, à devenir *ins* ne fût qu'un peu plus (Eme, 1998). Dans le champ de l'intervention en DI, la trame de fond consiste à assister l'individu dans ce passage de l'exclusion vers l'inclusion (le terme « inclusion » employé ici regroupe les concepts apparentés d'intégration et de participation sociales). Pour y arriver, l'individu devrait, entre autres, cumuler des attributs valorisés socialement, comme l'accès à des liens sociaux, davantage de ressources économiques et une opinion favorable à son égard. Parmi ceux-ci, l'accès à des liens sociaux et leur maintien constituent un incontournable afin de participer à la vie collective, car ils engendrent des répercussions sur d'autres sphères de la vie des gens (Gravel, 2016). Les réseaux personnels favorisent notamment l'accès au soutien matériel, alors que les réseaux sociaux fournissent des informations et des contacts utiles, particulièrement pour l'accès aux activités en rapport avec le travail.

Cependant, les personnes présentant une DI ont habituellement des réseaux personnels et sociaux d'une faible étendue et ils sont peu diversifiés dans leur composition. Ces liens se limitent fréquemment à ceux entretenus avec d'autres personnes présentant une DI, la famille et les membres du personnel rémunéré afin de les soutenir (Cambridge et al, 2002; Forrester-Jones et al, 2006). Alors que le réseau personnel et social d'un adulte exempt d'une DI est constitué d'environ 40 personnes, celui d'un adulte présentant cette condition se situe entre 11 et 22 personnes selon les estimations (White et MacKenzie, 2015). Cet isolement s'accroît chez les individus dont le degré d'atteinte est plus élevé (Clement et Bigby, 2009; Robertson et al., 2001). Chez les jeunes présentant une DI, la période de sortie du système scolaire constitue fréquemment un risque d'isolement social qui s'accroît et où les contacts sociaux se restreignent aux liens familiaux (Duvdevany et Arar, 2004). Au fur et à mesure que les personnes vieillissent, elles ne peuvent plus compter sur le soutien apporté auparavant par leurs parents (White et MacKenzie, 2015).

La présence de liens sociaux constituerait un facteur de protection et un indicateur de la qualité de vie des individus (Sullivan, Bowden, McKenzie et Quayle, 2013; Tobin, Drager et Richardson, 2014). À cet égard, les personnes présentant une DI elles-mêmes ainsi que leurs familles et proches mentionnent l'importance de soutenir le développement de réseaux personnels et sociaux des personnes (Kampert et Goreczny, 2007).

## 2.6. Facteurs de risque et de protection de l'exclusion sociale chez les jeunes

Pour identifier les facteurs de risque et de protection de l'exclusion sociale des jeunes, il convient de prêter attention à la complexité du raisonnement causal. Bien que l'exclusion sociale soit à l'ordre du jour politique dans les pays occidentaux depuis plus de 30 ans, le concept est resté quelque peu vague, y compris au niveau de la rhétorique. Cependant, il est devenu un domaine essentiel des activités politiques et universitaires. Les conséquences économiques importantes et les corrélations avec l'exclusion des jeunes expliquent en partie l'intérêt politique et académique pour ce sujet (Bouardat et Ajbilou, 2007).

Malgré les recherches approfondies sur le sujet et les efforts d'innovation en matière d'intervention, il existe très peu de connaissances cumulatives concernant les déterminants de l'exclusion sociale et l'efficacité des interventions (Levitas et al, 2007, p.13-14; Kawabata et al, 2011 ; Bynner, 2000). Ce manque de connaissances cumulatives est indissolublement lié à la multidimensionnalité complexe du phénomène (Van Bergen et al, 2017) ont récemment développé un Social Exclusion Index Health Survey (SEI-HS) aux Pays-Bas dans lequel l'exclusion sociale est comprise à travers quatre dimensions: i) manque de participation sociale; ii) privation matérielle ; iii) manque d'intégration normative ; et iv) accès inadéquat aux droits sociaux de base). Les explications causales peuvent être produites dans divers cadres de référence théoriques, ainsi qu'en utilisant différentes méthodologies de recherche.

Le problème de la généralité conceptuelle pourrait en quelque sorte être évité en définissant la perspective de manière plus précise, par exemple en parlant de difficultés d'apprentissage, de troubles du comportement, d'abus de substances intoxicantes, de chômage de longue durée des jeunes adultes et d'abandon de la scolarité aux deuxième et troisième niveaux.

En plus d'un faible niveau d'éducation, la passivité sur le marché du travail, l'insécurité économique, le faible soutien social et le soutien institutionnel insuffisant expliquent en partie le chômage de longue durée des jeunes (Kieselbach, 2003) (Bien sûr, ces aspects sont également liés à l'éternel débat sur la question de savoir si les causes sous-jacentes de la pauvreté sont structurelles, culturelles ou les deux (Jordan, 2004). La pauvreté de la famille et les différents problèmes sociaux dont elle souffre augmentent considérablement le niveau de risque, alors que le statut socio-économique et le niveau d'éducation des parents se sont avérés être des facteurs de protection importants (Oury, 2012). En outre, il existe également de nombreux facteurs de risque et de protection propres à l'individu et à la société. En raison de la nature spécifique des mécanismes de cause à effet, il est difficile de faire des généralisations basées sur un raisonnement causal exhaustif.

Des études ont indiqué que les interventions bloquant l'abandon à long terme de l'éducation et du travail sont particulièrement efficaces (Hallam, 2014). Nous savons également, sur la base de nombreuses études réalisées

dans différents pays, que l'organisation d'un soutien familial adéquat est une force protectrice puissante contre l'abandon de la scolarité (Blondal et Adalbjarnardottir, 2014). Du point de vue des causalités, il semble plausible de se concentrer sur les conditions de vie des enfants dans la petite enfance. En d'autres termes, il s'agit d'évaluer la complexité des mécanismes de transmission intergénérationnelle de l'exclusion sociale dans le parcours de vie d'un individu.

Déjà dans les années 1970, la pauvreté était expliquée en termes de "cercle de privation", dans lequel l'attention était portée sur les chaînes de cause à effet intergénérationnelles suivantes (Holman, 1978) : i) Les problèmes de revenus d'une famille sont associés à un mauvais environnement de stimulation de l'enfant ; ii) Cela se traduit par de mauvaises études et de faibles résultats scolaires, ce qui entraîne une position faible sur le marché du travail ; iii) Cela entraîne une position économique faible à l'âge adulte, ce qui signifie un environnement de stimulation réduit pour les enfants, et donc un parcours de vie défavorable pour la génération suivante (voir également (Karhula, 2017).

Ce modèle exprime l'importance de la famille comme facteur de risque et de protection (Erola et Kilpi-Jakonen, 2017). Simultanément, il associe le rôle de la famille à différents types de facteurs de risque et de protection individuels et sociaux, ce qui rend le tableau très complexe.

Les facteurs de risque et de protection peuvent être identifiés à la fois dans les systèmes micro et macro-sociaux, ainsi qu'au niveau des caractéristiques individuelles. La perturbation des structures de socialisation et l'exclusion des structures du système éducatif et du marché du travail sont des facteurs de risque macrosociaux centraux. Le manque de soutien social et de contrôle par les communautés proches (pour une perspective communautaire de l'exclusion sociale (Richardson, 2002 ; Richardson, 2008), ainsi que les conditions instables dans une famille, telles que les problèmes mentaux et d'intoxication des parents, le faible niveau d'éducation, le chômage, la pauvreté ou l'insécurité émotionnelle, sont des facteurs de risque microsociaux essentiels. En conséquence, un système socio-politique fonctionnel en termes de prestations et de services sociaux (éducation, famille, travail, sécurité sociale, jeunesse et politiques de santé) peut jouer un rôle protecteur essentiel au niveau macro-social et en matière de sécurité émotionnelle en termes d'appartenance à des communautés, de sentiment d'unité, de participation et de loisirs au niveau microsocial (voir par exemple Richardson, 2002 ; Baumeister, 2007).

L'exclusion sociale des jeunes est souvent associée à leurs problèmes de gestion de la vie. Les comportements à risques multiples ont été utilisés pour illustrer la complexité du phénomène (Jackson, 2012). Il existe des preuves de l'opinion selon laquelle une relation proche peut être un facteur de protection décisif contre l'exclusion sociale au cours de la vie d'un enfant ou d'un jeune (voir par exemple (Magadi et Middleton, 2005, p.6 ; Munn-Giddings, Stokken et Maglajilic, 2015, p.1). De même, il a été remarqué que certaines caractéristiques personnelles peuvent jouer un rôle important, par exemple une orientation de vie optimiste (cf. [107]), une haute estime de soi (SPC Social Europe, 2015, p.98) et une intelligence élevée (Baumeister, Twenge et Nuss, 2002).

Comme nous l'avons vu jusqu'à présent, les facteurs de risque et de protection sont imbriqués dans des processus complexes d'interaction et de corrélation à long et à court terme dans les parcours de vie des personnes. Les impacts des facteurs de risque et de protection s'expriment dans l'histoire de vie d'une personne (fœtus, petite enfance, seconde enfance, première adolescence, adolescence moyenne, adolescence tardive). Il existe des forces intergénérationnelles comme facteurs critiques, c'est-à-dire l'accumulation transgénérationnelle de désavantages, en termes de parentalité insuffisante, de relations familiales défavorables et de conditions de vie instables. L'importance des différents facteurs varie au cours des différentes phases de la vie. Ainsi, les mécanismes de risque et de protection sont liés aux processus de développement individuel, incluant de nombreux éléments uniques.

## **2.7. Exclusion sociale des adolescents dans le contexte du parcours de vie**

Dans la société moderne, le désordre de la socialisation résulte du changement social et culturel qui se manifeste par une désintégration croissante de la vie sociale, tant dans les différents domaines de la vie sociale que dans l'ensemble de la société. Les forces sociales et culturelles unificatrices traditionnelles cèdent la place à de nouveaux modes de vie, à de nouvelles morales et à de nouvelles structures sociales, ouvrant ainsi des mécanismes d'exclusion sociale dans le parcours de vie, ce qui compromet les possibilités d'une vie sociale harmonieuse.

Il y a des raisons d'envisager l'exclusion/inclusion sociale en ce qui concerne l'éducation, le marché du travail et la citoyenneté, et de les considérer comme trois dimensions clés interconnectées les unes avec les autres dans les parcours de vie des individus. Il est donc pertinent de s'intéresser en premier lieu aux possibilités offertes aux jeunes en matière de scolarité, d'emploi et de participation à une société en mutation rapide. L'abandon scolaire, le chômage et la passivité sociale sont conceptualisés comme un échec de la socialisation et comme des manifestations d'exclusion sociale dans le contexte du parcours de vie individuel.

En utilisant les connaissances assez complètes basées sur la recherche concernant les origines, les expressions et les conséquences de l'exclusion sociale des jeunes, il est possible d'identifier les mécanismes, visant non seulement à comprendre la nature du phénomène mais aussi à reconnaître les possibilités de prévention et d'atténuation de l'exclusion. Les facteurs de risque et de protection macro- et micro-sociaux, ainsi que les facteurs individuels pertinents, doivent être pris en compte.

L'exclusion sociale est intimement liée aux désavantages cumulatifs intergénérationnels. Les conditions de vie familiale semblent jouer un rôle important, tant en termes de risques que de protection (Morris, Barnes et Mason, 2009). En outre, des systèmes d'éducation et de services adéquats peuvent lutter de manière significative contre l'exclusion sociale en apportant un soutien aux enfants et aux jeunes dans le besoin (Karhula, Lehti et Erola, 2017). Par conséquent, des systèmes peu pratiques peuvent avoir une influence négative sur le parcours de vie des personnes.

Les conditions sociales dans lesquelles se façonnent les parcours de vie des individus varient considérablement d'un pays à l'autre. Bien qu'il existe des particularités propres à chaque pays, qui doivent être prises en considération dans l'élaboration de contrepoids aux mécanismes d'exclusion, toutes les sociétés sont en fait confrontées au défi de l'exclusion sociale des jeunes.

## **2.8. Stratégies de prévention et de lutte contre l'exclusion sociale**

Les deux grandes lignes des stratégies de protection sociale, politique et pédagogique, sont imbriquées. D'une part, les stratégies politiques se concentrent sur la législation et les institutions sociales, et d'autre part, les stratégies pédagogiques s'orientent vers des activités éducatives (Hämäläinen, 2006). Les deux types d'interventions sont pertinents et nécessaires, se complétant et bénéficiant l'un de l'autre. Comme le dit Kieselbach (2003, p.75), il faut améliorer les ressources personnelles et fournir davantage de ressources sociales pour prévenir et atténuer l'exclusion sociale des jeunes. Les stratégies pédagogiques visent davantage à contribuer aux ressources personnelles, et les stratégies politiques aux ressources sociales.

Les études de coût-efficacité ont indéniablement montré que les investissements dans les services de prise en charge des enfants et des familles produisent de multiples utilités économiques (Sipilä et Österbacka, 2013). Cette constatation est logique. Permettre aux enfants et aux jeunes de devenir des contribuables employés et des citoyens actifs accroît la prospérité et réduit les dépenses de la société, créant ainsi les bases et les opportunités d'un développement social et économique réussi. Esping-Andersen (2002) appelle ce type de raisonnement l'investissement social centré sur l'enfant, caractérisant particulièrement le système socio-politique établi dans les pays nordiques, qui est considéré comme un facteur expliquant en grande partie la compétitivité et le succès économiques de ces pays. Cette philosophie s'exprime dans le financement de services sociaux et de soins de santé polyvalents et de haute qualité, ainsi que de prestations sociales pour les familles avec enfants.

Il a été remarqué que le rapport coût-bénéfice des investissements politiques familiaux est exceptionnellement élevé chez les familles pauvres. Il a été démontré que la parentalité positive et la vie familiale sont des facteurs de protection importants contre les comportements à risque des enfants et des jeunes (Heath, 2009). Il est judicieux d'organiser un soutien socio-politique pour les familles, renforçant ainsi leur capacité à soutenir le bon développement social et émotionnel des jeunes. Dans la société moderne, il est également nécessaire de mettre en place des services de soins individualisés pour les enfants et les jeunes, par exemple dans les phases de transition de leur parcours de vie au sein du système scolaire (Judd, 2009).

De nombreux types de programmes visant à renforcer les compétences de vie ont été développés pour les jeunes qui ont des problèmes de gestion de la vie (Devanney, 2009). Cependant, il est significatif de reconnaître le fait qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de comportement individuel, ni même d'une famille individuelle. Bien que l'importance des parents ait été soulignée dans de nombreuses études, il a également été signalé que les interventions ne devraient pas être limitées aux familles à risque ; les activités de soutien devraient couvrir toutes les familles (Churchill et Clarke, 2010). Il convient donc de prêter attention aux possibilités de renforcer les conditions de vie des familles et les capacités éducatives des parents en général.

Les mécanismes de l'exclusion sociale étant constitués de différents processus à court et à long terme, il est logique de distinguer les stratégies de prévention à court et à long terme. Il est difficile d'évaluer l'efficacité des services individuels au sein du système, composé de nombreux types d'activités politiques, pédagogiques et de soins parallèles à court et à long terme. Les contrepoids pédagogiques concernent les approches, les cultures et les méthodes éducatives en particulier, à l'intérieur et à l'extérieur des organismes de scolarisation. La recherche pédagogique et l'élaboration de théories sur les mécanismes de risque et de protection jouent un rôle essentiel dans le développement d'innovations et de stratégies pédagogiques.

En ce qui concerne la nature du phénomène de l'exclusion sociale, il est certain que, d'une part, il est nécessaire d'exercer une influence politique par le biais de la législation, des institutions et des systèmes de services et, d'autre part, il existe de bonnes raisons de se concentrer sur les moyens pédagogiques, c'est-à-dire d'influencer les gens par le biais de l'éducation et de la formation. Les efforts doivent viser à créer des opportunités dans toutes les formes d'éducation formelle, non formelle et informelle. En outre, des services sociaux et de santé adéquats sont nécessaires, en fonction des besoins individuels des personnes. Il est nécessaire d'élaborer des programmes combinant innovations politiques et pédagogiques.

### 3. Choix méthodologiques et justifications

Ce papier cherche à articuler une compréhension conceptuelle et holistique de la manière dont l'exclusion sociale des jeunes, et l'efficacité des interventions pédagogiques en tant que contrepois à l'exclusion sociale et à la non-durabilité, sont liées au phénomène de la durabilité sociale. Cette articulation émerge d'une analyse conceptuelle philosophique et de réflexions sur les concepts et relations clés basés sur la littérature académique existante ainsi que sur les données empiriques et statistiques disponibles, en utilisant la Guinée comme exemple de cas. Car, la méthodologie pour l'étude de cas consiste en une approche systématique pour examiner un phénomène particulier dans son contexte réel. Elle implique la collecte de données qualitatives et quantitatives à travers diverses sources, telles que des entretiens, des observations et des documents. L'objectif est d'analyser en profondeur le cas étudié afin d'en tirer des conclusions pertinentes et de formuler des recommandations. Cette méthode est souvent utilisée dans les domaines des sciences sociales, de la gestion et de l'éducation pour explorer des situations complexes et générer des connaissances pratiques.

En ce qui concerne la Guinée, les données statistiques et empiriques existantes, ainsi que les documents politiques, sont analysés afin de comprendre le phénomène des mécanismes et contre-mécanismes d'exclusion sociale des jeunes. Enfin, ces résultats sont intégrés dans le cadre de la durabilité sociale afin de construire un modèle holistique systémique provisoire pour la prévention et l'atténuation de l'exclusion sociale des jeunes, avec un accent particulier sur les interventions pédagogiques.

L'analyse utilisée est considérée comme une variante méthodologique de l'approche de la théorie ancrée pour construire un cadre de référence conceptuel et théorique étendu (Eizenberg et Jabareen, 2017). Puisque, la théorie ancrée est une méthode de recherche qualitative qui vise à développer des théories à partir des données collectées sur le terrain. Elle se concentre sur l'interaction entre les chercheurs et les participants, permettant ainsi de construire des concepts et des catégories qui émergent directement des expériences vécues. Cette approche favorise une compréhension approfondie des phénomènes sociaux en tenant compte du contexte et des perspectives des individus concernés. En somme, la théorie ancrée cherche à établir des théories qui sont "ancrées" dans la réalité observée plutôt que d'appliquer des théories préexistantes.

Dans la théorie ancrée, il est courant d'utiliser des ensembles de données existants dans notre cas, des données qualitatives et quantitatives pour développer une compréhension théorique nouvelle et révisée, une explication solide des phénomènes sociaux, à partir de preuves autrement fragmentaires, et d'interprétations et d'utilisations équivoques de différents concepts. Ce type d'investigation dans les sphères de l'exclusion sociale et de la durabilité sociale est jugé nécessaire en raison du caractère vague de la définition de ces concepts dans la recherche universitaire et l'élaboration des politiques (Stumpf, Sandstrom et Swanger, 2016).

### 4. Résultats et discussion

Cette section présente les résultats de cette recherche, suivis d'une analyse et d'une interprétation de ces résultats. Elle met en lumière les principales découvertes, les implications de ces résultats, ainsi que les limites de cette recherche et les pistes pour des recherches futures.

#### 4.1. Illustration de la Guinée (Structure sociale guinéenne)

La Guinée présente une structure sociale complexe, marquée par la diversité ethnique et culturelle. Le pays est composé de plusieurs groupes ethniques, chacun ayant ses propres traditions et coutumes. Les relations sociales sont souvent influencées par des facteurs tels que la famille, le statut social et les liens communautaires. La hiérarchie sociale joue un rôle important, avec des distinctions entre les classes et les rôles de genre. Les valeurs traditionnelles et les pratiques communautaires sont également essentielles dans la vie quotidienne des guinéens. En somme, la structure sociale guinéenne est caractérisée par une riche mosaïque d'interactions et de traditions qui façonnent la vie des individus et des groupes au sein de la société. Par conséquent, la Guinée est un État civilisé, un État de droit et un État-providence. Chacune de ces caractérisations comporte une promesse aux citoyens. La structure sociale guinéenne repose fondamentalement sur les concepts de dignité humaine et sur la responsabilité des organismes publics de promouvoir un développement humain et social visant le bien-être et la prise en charge des besoins sociaux et culturels des personnes. Les citoyens jouissent de droits constitutionnels étendus dans les domaines des activités civiques, de la vie, des services sociaux et de santé, et de l'éducation.

La démocratie, l'égalité et la justice sociale sont les valeurs politiques centrales sur lesquelles repose la structure sociale guinéenne. Depuis les années 1958, la société s'est développée sur la base du modèle nordique d'État-providence, selon lequel le gouvernement a une large responsabilité dans la promotion du bien-être social (Oury, 2012). Dans la littérature sur la politique sociale, cet ordre social est souvent appelé modèle institutionnel de politique sociale, basé sur les idées suivantes (Virtanen, 2003) : i) Principes de sécurité sociale, d'égalité et de justice ; ii) Un soutien social complet pour tous, en fonction des besoins individuels des personnes ; iii) Des

transferts de revenus significatifs des riches vers les pauvres (société de classe moyenne) ; iv) Un système complet de prestations sociales basé sur un système d'assurance national gouvernemental (Prévention institutionnalisée des problèmes sociaux et de santé) ; v) Un vaste système de services d'assistance publique basé sur les droits sociaux des personnes (Services d'assistance institutionnalisés) ; vi) Une vaste production d'aide sociale publique.

En Guinée, le gouvernement est responsable de la fourniture de la sécurité économique et des services sociaux à tous les citoyens en fonction de leurs besoins (universalisme). La société guinéenne opère une redistribution considérable des ressources des plus riches vers les plus pauvres (transferts de revenus). L'idée d'une vaste responsabilité des organismes publics pour le bien-être de base de tous les citoyens (responsabilité conjointe par le biais de la fiscalité) a donné naissance à un système de protection sociale (prestations et services) financé par les impôts (Diallo, 1991). Des droits économiques et sociaux institutionnalisés (droit au bien-être), en tant que partie de la citoyenneté, ont été prescrits au nom de la justice sociale (Sanoh, 1990, p.25). Cela a conduit au développement d'une classe moyenne forte (principe d'égalité).

L'Etat-providence guinéens a été développé comme une entreprise nationale. Il a été considéré comme l'expression d'un contrat social spécial, l'idée d'être dans le même bateau. Sur cette base, grâce à d'importants transferts de revenus et à une sécurité sociale complète, la société guinéenne est devenue l'un des pays du monde où la classe moyenne est la plus importante (Baldé, 2018). La contingence pour ce type de développement a été soutenue par la population relativement petite et homogène.

En général, la population guinéenne est relativement bien éduquée et la société est également connectée ; l'accès à Internet selon les ménages est de 44% (Baldé, 2018). Bien que le pays soit géographiquement relativement grand par rapport à sa population, la société est peu fortement urbanisée ; environ 75% de la population vit en ville. Ces chiffres prennent tout leur sens en ce qui concerne l'exclusion sociale lorsqu'on les compare aux études internationales. Par exemple, bien que l'urbanisation soit largement considérée comme importante pour le développement international, elle peut également accroître les inégalités, l'exclusion sociale et la polarisation parmi les citoyens (Oury, 2012). De même, les sociétés très connectées semblent faire preuve d'une plus grande utilisation des médias sociaux par les jeunes. L'utilisation élevée des médias sociaux par les jeunes a récemment été liée à un sentiment accru d'isolement social par rapport à ceux qui utilisent moins les médias sociaux (Primack, 2017). Ces résultats intéressants soulignent à leur manière les défis que l'urbanisation et la numérisation croissantes peuvent poser pour l'inclusion sociale, le bien-être et la durabilité.

#### **4.2. Exclusion sociale des jeunes guinéens : préoccupation majeure pour les décideurs politiques**

En Guinée, la question de l'exclusion sociale des jeunes fait partie de l'agenda politique depuis plus de trente (30) ans (Diaka, 2017, p.164-165). Au cours des dix dernières années, elle est devenue encore plus pressante. Le chef de l'Etat guinéens, le gouvernement guinéens et des politiciens guinéens de haut niveau ont accordé une attention considérable à ce problème. Le système politique aux niveaux national, régional et local a été largement orienté vers le développement de mécanismes de prévention et d'atténuation de l'exclusion. L'intense réaction politique face au nombre croissant de jeunes socialement exclus devient plus compréhensible à la lumière de l'ordre social et des valeurs politiques guinéens. L'exclusion sociale, principalement des jeunes hommes, a été désignée comme la menace la plus importante pour la sécurité interne de la société guinéenne (Diaka, 2017).

Selon plusieurs comparaisons internationales, la Guinée est l'un des meilleurs pays en matière d'éducation, de bien-être, de bonheur de la population, d'opportunités de développement humain pour les enfants et les jeunes et, d'un point de vue économique national, de compétitivité internationale et de stabilité économique (par exemple, Helliwell, 2018). Malgré cela, l'exclusion sociale des jeunes a été identifiée comme un problème social grave En Guinée aujourd'hui. Le motif économique est l'un des moteurs de cette identification. Dans les milieux universitaires, il existe un large consensus sur les problèmes que posent des calculs économiques en raison de la complexité du phénomène de l'exclusion sociale et de la variation entre les cas individuels. Cependant, ou peut-être poussée par ces questions, l'exclusion sociale des jeunes est devenue non seulement une question politique mais aussi un champ de recherche et de débat académique sous forme d'analyses empiriques et de construction de théories. Considérant l'exclusion sociale comme un problème social important, un nombre considérable de projets de R&D visant à intervenir ont été financés, et des innovations tant politiques que pédagogiques ont été introduites (Baldé, 2018).

Les statistiques indiquent une expansion remarquable du système de services. Le nombre de jeunes qui utilisent les services d'aide sociale a augmenté de manière significative dans différents domaines du système de services, ce qui peut être considéré comme l'expression d'un changement essentiel de la société. Le taux de chômage des jeunes a longtemps été environ trois fois plus élevé que la moyenne nationale, s'appliquant principalement aux jeunes peu instruits (Baldé, 2018).

En 2013, la Commission d'audit du Parlement guinéens a commandité une étude visant à améliorer l'impact, l'efficacité et la rentabilité des mesures concernant la prévention et l'atténuation de l'exclusion sociale des jeunes (Kéléfa, 2014). Ce rapport recommandait le développement du système public de base des services ciblant les jeunes et leurs familles. Selon le rapport, les meilleurs résultats en matière de prévention de l'exclusion sociale des

jeunes sont basés sur un système de services intégrés, systématiques et orientés vers un objectif, contenant des activités à bas seuil et de gestion de cas. Au lieu d'évaluer et de développer des services individuels, la création de contre-forces contre l'exclusion sociale concerne résolument plus l'ensemble du système.

La garantie pour la jeunesse est un exemple de tentatives politiques visant à lutter contre l'exclusion sociale des jeunes. Dans les pays nordiques, les systèmes de garantie pour la jeunesse sont appliqués depuis les années 1980 et font partie du modèle nordique de protection sociale. En général, le programme est principalement axé sur l'éducation et le travail, sans référence particulière à la citoyenneté.

En matière de lutte contre le chômage des jeunes par le biais de la garantie pour la jeunesse, les difficultés à atteindre les jeunes qui souffrent de graves problèmes psychosociaux, l'inadéquation de la résolution des problèmes structurels à long terme, la dépendance vis-à-vis des politiques publiques et le moment approprié des interventions ont été identifiés comme les facteurs les plus difficiles (Oury, 2012). Il est évident que les difficultés des jeunes à trouver un emploi sont liées aux caractéristiques structurelles du système éducatif et du marché du travail, et que différents types de problèmes psychosociaux chez les jeunes doivent être pris en compte. Une autre difficulté pratique liée à la Garantie pour la jeunesse est qu'elle ne peut en soi forcer un individu à participer à l'éducation ou à l'emploi, c'est-à-dire que l'individu a la possibilité de refuser tout emploi ou toute éducation proposé par cette même politique. Si le choix moral de choisir l'exclusion sociale peut ne pas être considérée comme un cas d'exclusion sociale (dans tous les cadres théoriques), cela n'atténue en rien les coûts et les problèmes économiques liés à l'exclusion sociale.

Les données disponibles présentées dans cette recherche indiquent à quel point il est vital de fournir un soutien individuel pour éviter les conséquences négatives à long terme de l'abandon scolaire, du chômage et de l'orientation passive des jeunes en tant que citoyens. Ces résultats mettent l'accent sur le soutien structurel apporté aux individus, mais assument également, du moins implicitement, la responsabilité morale des choix individuels au cours de leur vie. Une force particulière du système nordique semble être son efficacité à fournir une aide individuelle en fonction des besoins individuels des jeunes. Cependant, il a été démontré que, parallèlement, la fragmentation du système d'aide sociale et de services de soins, souvent motivée par la myopie, entrave l'efficacité de la prévention et de l'atténuation (Rauch, 2005 ; Champion et Bonoli, 2011).

#### **4.3. Indicateurs statistiques illustrant les changements et l'évolution de la situation en Guinée**

Les indicateurs statistiques concernant la situation en Guinée, fournissent des données clés sur divers aspects socio-économiques du pays. Ces indicateurs peuvent inclure des informations sur la population, l'économie, la santé, l'éducation et d'autres domaines pertinents pour évaluer le développement et les défis auxquels la Guinée est confrontée.

Au cours des vingt dernières années, il y a eu des signes d'une augmentation du nombre de jeunes souffrant de différents problèmes psychosociaux. La disponibilité des services relatifs aux différents troubles a considérablement augmenté dans le système guinéens de services sociaux et de soins pour les jeunes (Donan, 2008). Ce changement a été détecté dans plusieurs études et rapporté par différents groupes professionnels travaillant avec des enfants et des jeunes. Les statistiques montrent, sans ambiguïté, que le nombre de jeunes utilisant les services sociaux a considérablement augmenté au cours des dix (10) à vingt (20) dernières années. Par exemple, les tendances suivantes sont visibles dans les statistiques (Oury, 2012) :

- Le nombre de jeunes adultes bénéficiant d'une pension d'invalidité en raison de problèmes mentaux a doublé en dix (10) ans ;
- Les enfants en tant que clients des soins ouverts de la protection de l'enfance ont doublé au cours des dix (10) dernières années ;
- Les visites de soins ambulatoires de la pédopsychiatrie ont doublé, et dans la section des jeunes, elles ont même triplé au cours des dix (10) dernières années.
- Le nombre d'enfants envoyés en cours de rattrapage scolaire a doublé au cours des dix (10) dernières années.
- Les enfants vivant dans des familles à faible revenu (définies en termes de pauvreté relative) ont triplé au cours des quinze (15) dernières années.

En outre, selon le Ministère guinéen chargé de l'Economie et des Finances (2015), le nombre de jeunes quittant prématurément l'école (ces jeunes sont identifiés dans le document comme étant des jeunes de 18 à 24 ans n'ayant aucune qualification d'enseignement post-base et ne suivant pas d'enseignement menant à une qualification) était plus de 9%, et le nombre de personnes menacées d'exclusion sociale ou de pauvreté était plus de 10 000. Statistiquement, ces chiffres indiquent que le phénomène de l'exclusion sociale est un problème très pressant.

Il y a cependant de bonnes raisons de s'interroger sur la nature d'une société incarnée par les statistiques. Que nous disent les statistiques sur la société ? Que peut-on juger à partir des statistiques sur l'exclusion sociale ?

#### 4.4. Complexité de l'interprétation des statistiques

Les données peuvent être trompeuses et sujettes à diverses interprétations. L'important est de comprendre le contexte, les méthodes de collecte et les biais potentiels pour éviter des conclusions erronées. En somme, une analyse rigoureuse est essentielle pour tirer des enseignements fiables des statistiques.

Cependant, les statistiques montrent que la société guinéenne a investi de plus en plus dans les services éducatifs, sociaux et de santé pour les enfants et les jeunes, mais pas nécessairement que les besoins absolus des enfants et des jeunes ont augmenté (Oury, 2012 ; Baldé, 2018). Il y a place pour différentes interprétations. Nous pouvons interpréter les statistiques comme indiquant que les problèmes factuels et les besoins d'aide sociale des enfants et des jeunes ont augmenté, mais il est également possible que le recours aux services de soins ait augmenté pour d'autres raisons, comme le développement d'activités professionnelles, par exemple l'amélioration des techniques et des pratiques de diagnostic. Cependant, grâce au développement de la recherche, nous connaissons de mieux en mieux la nature des besoins des enfants et des jeunes. Certains changements dans la documentation statistique peuvent également expliquer, au moins en partie, les statistiques.

Quoi qu'il en soit, l'intérêt politique pour les problèmes et les besoins des enfants et des jeunes a considérablement augmenté ces derniers temps. De ce fait, le financement des activités de prévention et de lutte contre l'exclusion s'est intensifié de manière décisive. Cela a entraîné des changements dans la législation, qui finissent par apparaître dans les statistiques. Cependant, les politiciens ne sont pas les seuls à être devenus plus actifs dans ce domaine. Il y a également eu un vaste débat public sur ces sujets, auquel les médias ont largement contribué. La responsabilité sociétale commune a été soulignée (Diouldé, 2010).

#### 4.5. Analyse de la représentation de l'exclusion sociale des jeunes dans les médias en Guinée

Cette sous-section traite de la manière dont les médias en Guinée représentent l'exclusion sociale des jeunes. Elle examine les différents aspects de cette problématique, en mettant en lumière les stéréotypes, les discours et les images véhiculés par les médias. L'analyse souligne l'impact de ces représentations sur la perception du public et sur la réalité vécue par les jeunes, ainsi que les conséquences potentielles sur leur intégration sociale et leur avenir. Différentes lignes de discours dans les médias guinéens ont été identifiées dans le débat sur l'exclusion sociale des jeunes (Diouldé, 2010). D'une part, l'exclusion sociale des jeunes est perçue comme une menace pour la société, en termes d'atteinte à la sécurité sociale, au développement économique et à l'ordre moral, et d'autre part, elle est considérée comme un phénomène social dont les jeunes sont les victimes. Dans ce dernier contexte, l'exclusion sociale des jeunes a été interprétée comme le signe de conditions de vie inadéquates dans les relations proches, en particulier la famille, et de défauts dans le système éducatif et les services d'assistance sociale. Le déclin des mécanismes de communalité dans la vie quotidienne des jeunes, tels que les soins, le soutien et le contrôle informels, a été envisagé. D'une manière générale, l'exclusion sociale des jeunes a été conceptualisée dans les médias comme un symptôme de désordre social, mais sous des angles très différents, tant au niveau des causes que des conséquences.

#### 4.6. Stratégies de prévention et de diminution de l'exclusion sociale en Guinée

Cette sous-section aborde les différentes stratégies mises en place en Guinée pour prévenir et réduire l'exclusion sociale. Elle souligne l'importance de l'inclusion des groupes vulnérables, l'amélioration de l'accès aux services de base, et la promotion de l'éducation et de l'emploi. Des initiatives communautaires et des partenariats avec des organisations locales sont également mentionnés comme des moyens efficaces pour renforcer la cohésion sociale et favoriser l'intégration des personnes marginalisées.

L'expérience guinéenne peut être résumée en notant la position remarquable des questions de prévention et de réduction de l'exclusion sociale des jeunes dans l'agenda politique. Les points suivants montrent que la société guinéenne a consacré des efforts importants à ce thème (voir par exemple (Oury, 2012 ; Sanoh, 1990) :

- L'exclusion sociale a fait l'objet d'une attention politique particulière ;
- Un nombre important de projets visant à innover pour prévenir et atténuer l'exclusion sociale des jeunes a été lancé depuis la fin des années 1990 ;
- Le développement d'un système éducatif protecteur et de services d'aide sociale (notamment les services de protection de l'enfance, d'éducation spécialisée, d'aide à la jeunesse et de soins psychiatriques pour les enfants et les jeunes) a été important ;
- Le savoir-faire professionnel a été amélioré en investissant dans la formation des éducateurs et des travailleurs sociaux ;
- La production de connaissances fondées sur la recherche concernant le phénomène de l'exclusion sociale et l'élaboration d'interventions appropriées ;

- Le développement de stratégies et de programmes politiques : Éducation, politiques de l'emploi et de la famille, protection de l'enfance, politiques de la jeunesse et amélioration de la protection et de la sécurité sociale des jeunes en général ;
- Les stratégies et innovations pédagogiques : activités éducatives individuelles et communautaires dans les domaines de l'éducation formelle et non formelle.

Malgré les nombreuses tentatives de résoudre les problèmes et de produire des innovations sociales et éducatives efficaces, le phénomène global persiste avec résilience.

#### **4.7. Perspectives de bien-être des enfants et des jeunes en Guinée**

Cette sous-section aborde les perspectives de bien-être pour les enfants et les jeunes en Guinée, en mettant en lumière les défis et les opportunités auxquels ils font face. Elle souligne l'importance de l'éducation, de la santé, et de la protection des droits des enfants. Les initiatives gouvernementales et des organisations non gouvernementales visant à améliorer les conditions de vie et à promouvoir le développement personnel des jeunes sont également évoquées. Enfin, le texte insiste sur la nécessité d'un engagement collectif pour garantir un avenir meilleur pour les générations futures en Guinée.

En ce qui concerne l'avenir, on peut identifier deux catégories importantes de tendances du bien-être des enfants et des jeunes guinéens. D'une part, il y a les tendances à la détérioration des mécanismes de protection, consistant en une diminution des facteurs de soutien dans les conditions de croissance des enfants, une diminution du niveau de présence des adultes dans la vie quotidienne des enfants (Rönkä et al, 2017), un exercice physique insuffisant (Kalman et al, 2015) et le sommeil (Nuutinen et al, 2014), l'instabilité croissante de la vie familiale (instabilité économique, taux élevé de divorce, sentiment d'unité inadéquat) (Diaka, 2017), et les exigences croissantes de la société basée sur la réussite (Crawford, 2010, p.11). D'autre part, il existe des tendances à accroître les connaissances basées sur la recherche, à améliorer le savoir-faire professionnel et à développer des politiques de protection de l'enfance et de la famille, une législation et des stratégies et programmes politiques dans le domaine de l'aide sociale.

#### **4.8. Réglementation étendue et détaillée**

La réglementation en Guinée est caractérisée par son étendue et son niveau de détail. Elle couvre divers domaines et vise à encadrer les activités économiques, sociales et environnementales du pays. Cette réglementation vise à assurer la conformité aux normes nationales et internationales, tout en promouvant le développement durable et la protection des droits des citoyens.

En Guinée, la législation sur l'enfance, la jeunesse et la famille est complète et approfondie. Basée sur une orientation de travail systématique centrée sur l'enfant, elle vise à prévenir les risques pour le bien-être des enfants. La législation vise à développer un système étendu et coordonné de services adéquats de prise en charge des enfants et des jeunes sous la responsabilité des autorités locales. En Guinée, l'exclusion sociale des jeunes n'est pas considérée comme une question économique mais comme une question morale. Dans le contexte finlandais, suivant le modèle nordique de bien-être, il existe une législation étendue pour les droits civils et sociaux des citoyens, y compris les enfants et les jeunes. La société s'est engagée politiquement et légalement à promouvoir le bien-être de chaque individu au nom de la dignité humaine. La promotion de l'inclusion sociale ainsi que la prévention et la réduction de l'exclusion sociale ne sont pas examinées principalement du point de vue des bénéfices économiques potentiels pour la société, mais comme une obligation morale, à laquelle la société s'est engagée. Plutôt qu'un calcul d'utilité, le défi est abordé dans le respect d'une normativité politique et juridique sans compromis, bien qu'il y ait également une conscience de l'utilité économique. Par conséquent, l'énoncé des motifs, le raisonnement et la justification ne reposent pas sur une critique économique mais sur une argumentation morale-idéologique, y compris les représentations utilisées pour expliquer la nature du phénomène et la construction de modèles de solution. Dans ce contexte idéologique, la durabilité sociale est principalement qualifiée sur la base de la capacité de la société à remplir ses engagements légaux pour soutenir le bien-être des personnes et l'inclusion sociale. Ce document représente et défend cette tradition.

#### **4.9. Modélisation des facteurs d'exclusion sociale chez les jeunes à travers le prisme de la durabilité sociale**

Cette sous-section aborde la modélisation des facteurs d'exclusion sociale chez les jeunes en se concentrant sur la durabilité sociale. Elle examine comment divers éléments, tels que l'accès à l'éducation, l'emploi et les ressources communautaires, influencent l'inclusion ou l'exclusion des jeunes dans la société. L'objectif est de comprendre ces dynamiques pour promouvoir des solutions durables qui favorisent l'intégration sociale et le bien-être des jeunes. Le développement durable ou la durabilité est devenu l'un des programmes politiques les plus influents de ces trois ou quatre (04) dernières décennies, la formulation la plus récente étant l'Agenda 2030 des Nations Unies (2015). Traditionnellement, le développement durable a été classé dans les documents officiels des Nations Unies en

fonction de ses dimensions environnementales, économiques et sociales. Les deux documents des Nations Unies, Notre avenir à tous (1987) (World Commission on Environment and Development : WCED) (le rapport Brundtland) et la déclaration de Rio et son Agenda 21 (1992) (Conférence on Environment and Development : UNCED), ont été considérés comme fondamentaux pour l'agenda du développement durable.

En outre, une conceptualisation théorique très influente, particulièrement pertinente dans le monde des affaires, a été la "*Triple Bottom Line*" (TBL) d'Elkington, postulée pour la première fois en 1994. En 1999, Elkington a fait référence au moins implicitement aux trois piliers du développement durable en mentionnant la prospérité économique, la qualité de l'environnement et la justice sociale. Malgré ces énoncés conceptuels importants du développement durable par l'ONU et Elkington, il faut noter que, d'un point de vue plus académique, les aspects environnementaux et économiques de la durabilité ont été dominants en termes d'intérêt scientifique et pratique du point de vue du développement conceptuel et théorique. Par conséquent, la dimension de la durabilité sociale a reçu comparativement peu d'attention dans les débats politiques et universitaires (Dillard, Dujon et Brennan, 2013).

La dimension sociale de la durabilité suscite un intérêt croissant, qui remonte approximativement à la fin des années 1990 (Widok, 2009, p.44). Ainsi, on peut affirmer que l'étude de la durabilité sociale est une discipline relativement nouvelle et naissante, qui ne couvre que les vingt (20) dernières années environ. Alors qu'il semble y avoir un certain consensus (Dillard et al ont écrit en 2009 que "Actuellement, il n'y a même pas de consensus sur une définition de la durabilité sociale" (p. 2) concernant les éléments clés du concept de durabilité sociale, il reste beaucoup d'ambiguïtés et d'interprétations différentes du concept même (Missimer, Robèrt et Broman, 2017). Par conséquent, de nombreux chercheurs considèrent que la dimension de la durabilité sociale est relativement sous-développée et sous-théorisée. Certains chercheurs ont également proposé plus que les trois (03) piliers ou dimensions traditionnels de la durabilité. La dimension culturelle serait l'une des propositions les plus importantes parmi celles-ci (Soini et Dessein, 2016), bien qu'il y ait eu quelques réserves quant à l'existence même et à l'utilité de ce concept dans le milieu universitaire (par exemple, (Axelsson, 2013, p.215).

L'avenir de la durabilité (Adams, 2006) ne fait pas de distinction entre la durabilité sociale et la durabilité culturelle. En outre, la dimension de la durabilité institutionnelle a été considérée comme un aspect pertinent de l'ensemble du discours sur la durabilité (Pfahl, 2006). La même équivocité définitionnelle est présente dans le concept d'exclusion sociale (Mathieson, 2008).

Pourquoi, alors, l'aspect social de la durabilité devrait-il être pris si au sérieux dans le domaine du développement durable et des sociétés futures ? Nous pensons que l'une des réponses les plus perspicaces à cette question vient de Peattie (2011). Lorsque la plupart des gens pensent à la durabilité, ils ont tendance à penser d'abord aux problèmes environnementaux liés au changement climatique, à la pollution, à la déforestation ou à la disparition des espèces. Cela la place apparemment dans le domaine de la science environnementale et des scientifiques de l'environnement. Pourtant, en réalité, il n'existe pas de "problème environnemental". L'environnement n'a pas de problèmes, il est simplement là. C'est la société qui a des problèmes en raison des interactions non durables entre nos systèmes sociaux, économiques et technologiques et l'environnement physique. En définitive, le développement durable est un phénomène social... (Peattie, 2011, p.21).

Alors, qu'est-ce que la durabilité sociale ? Qu'implique-t-elle ? Comment doit-on l'envisager ou la comprendre ? Comme nous l'avons mentionné plus haut, il existe des myriades de définitions disponibles dans la littérature académique. Par exemple, l'une des premières définitions de la durabilité sociale vient de Sachs (1999, p.27), qui a mis en évidence les valeurs fondamentales d'équité et de démocratie, où la démocratie se réfère principalement à l'appropriation authentique de tous les droits de l'homme par tous les citoyens. Polese et Stren (2000, pp.15-16) ont plutôt conceptualisé la durabilité sociale comme un développement ou une croissance compatible avec l'existence et l'évolution harmonieuse de la société civile, englobant le pluralisme culturel et social, l'intégration sociale et les progrès de la qualité de vie pour tous les segments de la population. La durabilité sociale a également été définie en termes d'identification des défis de fonctionnement auxquels les sociétés sont confrontées à long terme, et peut-être même plus important encore, en déterminant les exigences sociales minimales de développement à long terme pour la durabilité (c'est-à-dire le capital social critique) (Bart, 2002, p.6).

Si notre objectif est que, ce soit à court ou à long terme, d'envisager et de développer des sociétés futures qui soient socialement durables, elles doivent être considérées, au minimum, comme inclusives, participatives, justes et responsables. Si c'est à cela que ressemble une société socialement durable minimale, il y a un chevauchement considérable entre socialement durable et inclusion/exclusion sociale. Une autre façon de le dire est de considérer l'inclusion sociale comme une condition nécessaire mais non suffisante de la durabilité sociale.

En ce qui concerne l'axe emploi/chômage, Littig et Griessler (2005, p.71) ont apporté un éclairage fascinant en mettant en évidence le lien essentiel entre le travail et la durabilité. Selon ces auteurs, le travail, au sens large (travail rémunéré et non rémunéré, travail de soin), joue un rôle central pour la durabilité, puisque la satisfaction des besoins, et donc l'échange entre la société et la nature, implique principalement une forme de travail. En outre, ils développent leur concept de durabilité sociale comme signifiant les relations nature-société, médiatisées par le travail, ainsi que les relations au sein de la société. Cela signifie que les sociétés socialement durables devraient

être caractérisées par la satisfaction d'un ensemble étendu de besoins humains, la préservation des capacités de reproduction de la nature et la réalisation de la justice sociale, de la dignité humaine et de la participation (Littig et Griessler, 2005, p.72). Il est de plus en plus évident que le chômage et la perte d'emploi sont un facteur important du déclin de la santé, du bien-être et des aspects sociaux de la vie humaine. Ces effets comprennent le retrait social, la diminution de l'intérêt pour la participation civique et divers éléments socio-économiques immédiats et transgénérationnels (Brand, 2015, p.17-23). Par conséquent, le chômage peut constituer un obstacle majeur au développement de sociétés socialement durables et un facteur d'exclusion sociale, en particulier pour les jeunes et les générations futures. Outre le marché du travail, il existe d'autres considérations importantes, notamment pédagogiques, pour réduire l'exclusion sociale et accroître la durabilité sociale. Les contre-forces pédagogiques sont définies dans ce document comme des approches éducatives s'attaquant à l'exclusion sociale et promouvant l'inclusion sociale et la durabilité sociale par le biais d'approches, de méthodes et de cultures éducatives dans différents contextes éducatifs. Par exemple, un modèle basé sur le triple bilan a été proposé et mis en œuvre au Swaziland afin d'assurer la socialisation des enfants orphelins dans la société et de réduire ainsi l'exclusion sociale des citoyens (Cowley, McLaughlin et Servey, 2017). D'un point de vue pédagogique, la mise en œuvre de la durabilité culturelle dans l'éducation a favorisé les rencontres sociales quotidiennes des enfants et des jeunes au niveau micro et a également contribué au développement de leur identité (Laine, 2016). De plus, au sein du système scolaire, le fait d'apporter soin, respect et soutien aux jeunes et de leur donner les moyens d'agir comme nous l'avons fait jusqu'à présent. De plus, au sein du système scolaire, l'attention, le respect et le soutien apportés aux jeunes, ainsi que l'autonomisation et le défi de leurs capacités et compétences cognitives et sociales, sont essentiels pour cultiver une citoyenneté juste et active chez les jeunes individus (Mills, 2016).

D'autres contre-forces pédagogiques visant à réduire l'exclusion sociale des jeunes dans le cadre plus large du discours sur la durabilité sont le renforcement de la démocratie, du dialogue et de la participation dans l'éducation (Kopnina et Cherniak, 2016). Pour que la pédagogie éducative soit efficace en ce qui concerne la durabilité et la justice, il a été identifié comme essentiel d'inclure la compréhension par les élèves de l'interconnexion mondiale complexe et d'utiliser stratégiquement les perspectives pédagogiques holistiques et individuelles dans les cadres scolaires formels (Sund, 2016). En outre, ces objectifs de sociétés durables, de justice sociale et de citoyenneté participative et inclusive sont tous compatibles avec le programme d'éducation mondiale de Maastricht (Council of Europe, 2002). Toutes les contre-forces et idées pédagogiques visent à accroître les ressources personnelles des jeunes individus pour qu'ils apprennent et cultivent en eux l'agence civique interpersonnelle plus juste et morale qui est d'une importance capitale pour la possibilité même de sociétés futures socialement inclusives et durables. Par conséquent, le rôle de l'éducation dans le développement social durable ne doit pas être simplifié en tant que phénomène micro-social uniquement. Le concept de durabilité sociale offre une perspective globale pour la modélisation pédagogique des mécanismes de l'exclusion sociale des jeunes en tant qu'ensemble de facteurs micro, méso et macro-sociaux entrelacés qui façonnent les parcours de vie des personnes en tant qu'étudiants, employés et citoyens. Nous soutenons que davantage d'efforts devraient être consacrés au développement de stratégies pédagogiques du point de vue de la citoyenneté démocratique et des capacités civiques dans le cadre holistique de la durabilité sociale.

Enfin, il est essentiel de reconnaître la corrélation entre le statut socio-économique des parents et la réussite scolaire et l'abandon scolaire des jeunes. Il est prouvé que les enfants issus de familles de statut socioéconomique élevé ont tendance à mieux réussir dans leurs études (Banerjee, 2016), à moins abandonner leurs études (Alexander, 1997) et à avoir de meilleures aspirations professionnelles (Diemer et Blustein, 2007) que les individus issus de milieux moins favorisés. Il convient également de mentionner que des stratégies et des programmes pédagogiques et sociaux favorables et efficaces, tels que des écoles et des classes de petite taille, des programmes parascolaires et l'éducation de la petite enfance se sont avérés être des facteurs importants pour réduire l'écart de réussite entre les enfants des "nantis" et des "démunis" et des contre-mesures contre un cycle intergénérationnel d'échec scolaire en raison du statut socio-économique familial (Sirin, 2005, p.446). Nous soutenons que le cadre élargi de la durabilité sociale, illustré par la définition ci-dessus de la durabilité sociale, peut être considéré comme un moyen d'améliorer la qualité de l'éducation.

Nous soutenons que le cadre élargi de la durabilité sociale, illustré par les définitions et les réflexions pédagogiques sur la durabilité sociale ci-dessus, offre un point de vue intégratif et plus efficace à partir duquel il est possible de voir plus clairement la vaste interconnexion des mécanismes et des contre-mécanismes qui constituent le phénomène de l'exclusion sociale. Les contre-forces pédagogiques découlant d'une compréhension plus approfondie des mécanismes interconnectés de l'exclusion sociale dans la perspective de la durabilité sociale sont donc clairement efficaces et nécessaires pour des sociétés socialement durables. Cet argument implique la conjecture que les compréhensions et les politiques actuelles de réduction de l'exclusion sociale sont trop étroites et myopes.

## Conclusion

L'objectif de cet article était de comprendre, plutôt que de prévoir simplement le phénomène de l'exclusion sociale des jeunes guinéens par l'identification et l'analyse critique des déterminants d'exclusion sociale et des contreponds pédagogiques à la lumière du concept de durabilité sociale. Nous finirons en soulignant l'importance d'une approche holistique et systémique, tout en explorant les voies possibles pour avancer vers une société inclusive. Nous concluons également par une brève réflexion sur la notion de société responsable.

L'exemple de Guinée montre qu'en dépit d'investissements considérables, tant sur le plan politique qu'éducatif, le phénomène de l'exclusion sociale des jeunes reste obstinément un problème constant de la société moderne. La société n'est pas totalement désemparée, mais la complexité du phénomène exige de nombreux types d'activités de prévention et d'atténuation simultanées et parallèles. Dans un souci d'examen critique, il est possible que de nombreuses interventions finlandaises, quelles que soient leurs bonnes intentions, ne fonctionnent pas ou ne se réalisent pas comme prévu dans le parcours de vie des jeunes exclus socialement ou de ceux qui risquent de l'être. Ainsi, ces interventions peuvent être le résultat de, ou être contrariées par, des perspectives pédagogiques trop étroites ou, malheureusement, une rhétorique politique peu sincère. En outre, dans certains documents de réforme politique guinéens (Diaka, 2017) cités dans cette recherche, alors que la réalité problématique de l'exclusion sociale est sérieusement prise en compte, très peu, voire aucune attention n'est accordée à l'exclusion sociale sous la forme de la citoyenneté et de la participation civique. Par conséquent, à la lumière de ces considérations, une modélisation holistique et systémique du phénomène et des interventions est nécessaire pour créer un système plus intégré et coordonné de stratégies politiques et pédagogiques (Babajanian et Hagen-Zanker, 2012). Cette nécessité est encore illustrée par les résultats d'une étude guinéenne récente qui soutient que le processus d'exclusion sociale se développe même au sein d'un État-providence nordique, et que les écoles ne sont pas à l'abri de la polarisation socio-économique (Bernelius et Vaattovaara, 2016).

C'est pourquoi l'éducation, l'emploi et la citoyenneté sont des éléments clés interdépendants d'une modélisation holistique efficace de la lutte contre l'exclusion sociale. Cette recherche propose un cadre provisoire étendu de durabilité sociale pour réfléchir à ces questions sociétales brûlantes. Par rapport aux nombreuses conceptualisations antérieures de la lutte contre l'exclusion sociale, nous souhaitons mettre l'accent sur une compréhension de l'exclusion sociale et de ses mécanismes qui soit plus profonde et plus large.

L'exclusion sociale a des conséquences nombreuses et complexes, tant dans le parcours de vie d'un individu que dans la société. Au niveau micro-social, elle s'exprime souvent comme un état de fait avec de multiples problèmes concernant la vie, les relations humaines, la santé et la morale. Les problèmes psychosociaux des personnes, qui se manifestent dans les parcours de vie individuels, sont entrelacés avec des facteurs macro-sociaux, tels que le chômage structurel, la désintégration culturelle et le désordre de la socialisation. Au niveau macro-social, les conséquences de l'exclusion sociale concernent les conditions de l'ordre social en général.

La connaissance des causalités et de l'efficacité des interventions joue un rôle essentiel dans l'élaboration de stratégies politiques et pédagogiques adéquates (Levitas, 2007). Étant donné que les facteurs micro et macro-sociaux s'entremêlent dans des processus complexes d'inclusion/exclusion sociale, il est difficile de créer des modèles d'explication causale et, par conséquent, de développer systématiquement des interventions visant à atténuer l'exclusion sociale et à promouvoir l'inclusion sociale dans les parcours de vie des personnes. Des recherches spécifiques à chaque pays et des recherches transnationales sur le sujet sont nécessaires pour mieux éclairer les mécanismes complexes du phénomène et pour développer des contreponds pertinents, en utilisant une modélisation holistique et systémique.

Une contribution réussie au bien-être de la jeune génération a des conséquences sociales positives. Le soutien aux enfants, aux jeunes et aux familles avec enfants renforce le développement économique et social, la fonctionnalité de l'ordre social démocratique, la sécurité et la paix dans la société (Pulkkinen, 2015). La modélisation holistique et systémique du point de vue de la durabilité sociale vise à résoudre le problème de la fragmentation et du manque d'harmonie du système d'aide sociale, qui se manifeste par la fragmentation de l'information et de la planification, l'incohérence du développement et le manque de coordination de l'administration. La gouvernance politique de l'allègement joue un rôle important à cet égard, consistant en une administration coordonnée, une législation adéquate et une orientation politique, une coopération entre le secteur public, le secteur privé et le tiers secteur, ainsi que des activités systématiques de recherche et de développement (Boyer, 2016). Le développement social durable, la sécurité intérieure et la stabilité sociale sont constitués de nombreux éléments différents, tels que les mécanismes de l'exclusion sociale et ses contreponds. Il existe de bonnes raisons d'intégrer les contre-forces pédagogiques aux stratégies et programmes politiques.

Certaines limites potentielles de cette étude pourraient être décrites comme étant de nature régionale et pratique. Certaines conclusions portent sur la nécessité d'intégrer des contreponds pédagogiques aux programmes et stratégies politiques. Bien que nous pensions que ces conclusions devraient s'appliquer universellement, il pourrait y avoir des obstacles pratiques, par exemple en dehors des États-providence nordiques ou dans les pays plus pauvres, pour mettre en œuvre les ressources pédagogiques nécessaires pour lutter contre l'exclusion sociale des

jeunes. Les études futures devraient donc se concentrer sur la faisabilité et la plausibilité de ces types de solutions spécifiques aux pays et aux contextes, ainsi que sur les facteurs de risque et de protection de l'exclusion sociale, en particulier dans la perspective du cadre de durabilité sociale. En outre, toutes les données de recherche utilisées dans cette étude sont, comme toujours, incomplètes et ouvertes à différentes interprétations. Il s'agit toutefois d'un problème perpétuel de la recherche scientifique.

Que faut-il pour une société sans exclusion ? Une telle société est peut-être une utopie, mais il y a de nombreuses bonnes raisons d'y tendre. Il y a plusieurs points importants que nous devrions prendre en compte pour remplir ce devoir, comme la recherche sur les mécanismes d'exclusion sociale, le développement systématique de stratégies politiques et pédagogiques adéquates, l'investissement économique dans les enfants et les jeunes, et le concept de société responsable. Les contrepois pédagogiques contre l'exclusion sociale des jeunes concernent les pratiques éducatives qui fournissent une résistance intellectuelle, émotionnelle et morale contre l'abandon scolaire et le chômage et qui promeuvent la participation sociale et un style de vie actif en tant que citoyen (Hills, 2002) ; dans cette recherche, ces aspects de l'abandon scolaire, du chômage et de la citoyenneté sont tous défendus non seulement comme des composantes de l'exclusion sociale mais aussi comme des considérations nécessaires pour une société socialement durable.

Il est essentiel de considérer l'exclusion sociale des jeunes comme un décalage entre les individus et la société. Malheureusement, il est relativement courant de considérer le problème de manière unilatérale, comme une faute du jeune, sans prêter attention au rôle de la société. Nous avons tendance à nous demander ce qui ne va pas chez les jeunes parce qu'ils s'excluent eux-mêmes de la société, plutôt que de nous demander ce qui ne va pas dans la société parce qu'elle permet une telle exclusion. Au lieu de corriger uniquement la personne, les innovations sociales visant à corriger la société sont également nécessaires. La société est responsable de la lutte contre l'exclusion sociale des jeunes. L'éducation est un élément essentiel de cette lutte.

Une société responsable est une société sans exclusion et une société socialement durable. Nous soutenons que la dignité des êtres humains doit figurer en tête de l'agenda de ce type de société. Serait-il possible qu'au cœur des sociétés futures socialement durables et sans exclusion, il y ait la valeur de la dignité humaine plutôt que tout autre agenda ? Se pourrait-il que nous devions changer notre paradigme politique pour partir de l'unicité et de la dignité de chaque vie humaine ? En partant d'un tel paradigme, nous pouvons alors calculer d'autres coûts qui sont également significatifs pour des sociétés humaines qui fonctionnent.

## Références

- [1] Adams, W.M. *The Future of Sustainability: Re-Thinking Environment and Development in the Twenty-First Century*; IUCN: Gland, Switzerland, 2006
- [2] Alexander, K.L.; Entwisle, D.R.; Horsey, C.S. From first grade forward: Early foundations of high school dropout. *Sociol. Educ.* 1997, 70, 87–107.
- [3] Axelsson, R.; Angelstam, P.; Degerman, E.; Teitelbaum, S.; Andersson, K.; Elbakidze, M.; Drotz, M.K. Social and cultural sustainability: Criteria, indicators, verifier variables for measurement and maps for visualization to support planning. *Ambio* 2013, 42, 215–228.
- [4] Axford, N. Is social exclusion a useful concept in children's services? *Br. J. Soc. Work* 2010, 40, 737–754.
- [5] Babajanian, B.; Hagen-Zanker, J. *Social Protection and Social Exclusion: An Analytical Framework to Assess the Links*; ODI Background Notes; The Overseas Development Institute: London, UK, October 2012
- [6] Baldé, Elinkeinoelämän Valtuuskunta (EVA) : Helsinki, Benin, EVA-analyysi, No 63, 29.5.2018, 2018
- [7] Banerjee, P.A. A systematic review of factors linked to poor academic performance of disadvantaged students in science and maths in schools. *Cog. Educ.* 2016, 3, 1178441
- [8] Bauman, Z. *Work, Consumerism and the New Poor*, 2nd ed.; Open University Press: Maidenhead, UK; New York, NY, USA, 2005.
- [9] Baumeister, R.F.; Brewer, L.E.; Tice, D.M.; Twenge, J.M. Thwarting the need to belong: Understanding the interpersonal and inner effects of social exclusion. *Soc. Personal. Psychol. Compass* 2007, 1, 506–520.
- [10] Baumeister, R.F.; Twenge, R.F.; Nuss, J.M. Effects of social exclusion on cognitive processes: Anticipated aloneness reduces intelligent thought. *J. Personal. Soc. Psychol.* 2002, 83, 817–827.
- [11] Berman, Y.; Phillips, D. Indicators of social quality and social exclusion at national and community level. *Soc. Indic. Res.* 2000, 50, 329–350.
- [12] Bernelius, V.; Vaattovaara, M. Choice and segregation in the 'most egalitarian' schools: Cumulative decline in urban schools and neighbourhoods of Helsinki, Finland. *Urban Stud.* 2016, 53, 3155–3171.
- [13] Biart, M. Social sustainability as part of the social agenda of the European community. In *Soziale Nachhaltigkeit: Von der Umweltpolitik zur Nachhaltigkeit?* Ritt, T., Ed.; Informationen zur Umweltpolitik 149; Arbeiterkammer Wien: Wien, Austria, 2002; pp. 5–10.

- [14] Blien, U.; Helge, S. Structural Change and Regional Employment Development. Conference Paper. Leibniz Information Centre for Economics. 1 January 2015.
- [15] Blondal, K.S.; Adalbjarnardottir, S. Parenting in relation to school dropout through student engagement: A longitudinal study. *J. Marriage Fam.* 2014, 76, 778–795.
- [16] Boardman, J. Social exclusion and mental health, how people with mental health problems are disadvantaged: An overview. *Ment. Health Soc. Incl.* 2011, 15, 112–121.
- [17] Boudarbat, B.; Ajbilou, A. Youth Exclusion in Morocco: Context, Consequences, and Policies; Middle East Youth Initiative Working Paper No. 5; Wolfensohn Center for Development: Brookings: Washington, DC, USA, 2007.
- [18] Boyer, R.H.W.; Peterson, N.D.; Arora, P.; Caldwell, K. Five approaches to social sustainability and an integrated way forward. *Sustainability* 2016, 8, 878.
- [19] Brand, J.E. The far-reaching impact of job loss and unemployment. *Ann. Rev. Sociol.* 2015, 41, 359–375.
- [20] Burchardt, T.; Le Grand, J.; Piachaud, D. Degrees of exclusion: Developing a dynamic, multidimensional measure. In *Understanding Social Exclusion*; Hills, J., Le Grand, J., Piachaud, D., Eds.; Oxford University Press: New York, NY, USA, 2002; pp. 30–42.
- [21] Bynner, J. *Risks and Outcomes of Social Exclusion Insights from Longitudinal Data*; University of London: London, UK, 2000.
- [22] Byrne, D. *Social Exclusion*, 2nd ed.; Open University Press: Maidenhead, UK, 2005.
- [23] Churchill, H.; Clarke, K. Investing in parenting education: A critical review of policy and provision in England. *Soc. Policy Soc.* 2010, 9, 39–53.
- [24] Council of Europe. *The Maastricht Global Education Declaration—A European Strategy Framework for Improving and Increasing Global Education in Europe to the Year 2015*; Global Education Network Europe: Maastricht, The Netherlands, 2002;
- [25] Crawford, K. Schooling, citizenship and the myth of the meritocracy. *Citizensh. Soc. Econ. Educ.* 2010, 9, 3–13.
- [26] Daly, M.; Silver, H. Social exclusion and social capital: A comparison and critique. *Theory Soc.* 2008, 37, 537–566.
- [27] Devanney, C. Realistic expectations: Accounting for young people's progress in training programmes. *Int. J. Public Sect. Manag.* 2009, 22, 8–20.
- [28] Diaka, H. Les enfants et l'enfance dans un État-providence: Le cas de Guinée. Dans *Children's Welfare in Ageing Europe: Vol. 1*; Jensen, A.-M., Ed.; Norwegian Centre for Child Research: Trondheim, Norvège, 2004; pp. 143–209.
- [29] Diallo, J. Analyse des variations de l'État-providence: Les mérites et les limites des modèles basés sur la distinction résiduel-institutionnel. *Scand. Polit. Stud.* 1991, 14, 1–30.
- [30] Diemer, M.A.; Blustein, D.L. Vocational hope and vocational identity: Urban adolescents' career development. *J. Career Assess.* 2007, 15, 98–118.
- [31] Dillard, J.; Dujon, V.; King, M.C., Eds.; Routledge: Abingdon, UK, 2009; pp. 1–12.
- [32] Dillard, J.; Dujon, V.; Brennan, E.M. Introduction to Social Sustainability. In *Social Sustainability: A Multilevel Approach to Social Inclusion*; Dujon, V., Dillard, J., Brennan, E.M., Eds.; Routledge: New York, NY, USA, 2013; pp. 1–12.
- [33] Dillard, J.; Dujon, V.; King, M.J. Introduction. In *Understanding the Social Dimension of Sustainability*.
- [34] Diouldé, D. Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sensibilise aux problèmes et aide à s'attaquer aux causes de la pauvreté. 2010.
- [35] Donan, D. Lasten ja nuorten hyvinvointi. In *Suomalaisten Hyvinvointi*; Moisio, P., Karvonen, S., Simpura, J., Heikkilä, M., Eds.; Stakes: Helsinki, Benin, 2008; pp. 62–74.
- [36] Eizenberg, E.; Jabareen, Y. Social sustainability: A new conceptual framework. *Sustainability* 2017, 9, 68.
- [37] Elkington, J. *Cannibals with Forks, the Triple Bottom Line of 21st Century Business*; Capstone Publishing Ltd.: Oxford, UK, 1997.
- [38] Elkington, J. Towards the sustainable corporation: Win-win-win business strategies for sustainable development. *Calif. Manag. Rev.* 1994, 36, 90–100.
- [39] Eme, B. Acteurs et bénéficiaires, droit à l'unité sociale. Dans *J. Defourny, L. Favreau, J.-L. Laville (dir.), Insertion et nouvelle économie sociale: Un bilan international*. Paris, France: Desclée de Brouwer, 1998.
- [40] Erola, J.; Kilpi-Jakonen, E. Compensation and other forms of accumulation in intergenerational social inequality. In *Social Inequality across the Generations: The Role of Compensation and Multiplication in Resource Accumulation*; Erola, J., Kilpi-Jakonen, E., Eds.; Edward Elgar Publishing: Cheltenham, UK, 2017; pp. 3–25.
- [41] Erola, J.; Kilpi-Jakonen, E. *Social Inequality across the Generations: The Role of Compensation and Multiplication in Resource Accumulation*; Edward Elgar Publishing: Cheltenham, UK, 2017.

- [42] Evetts, J. The sociological analysis of professionalism: Occupational change in the modern world. *Int. Soc.* 2003, 18, 395–415.
- [43] Fiske, S.; Yamamoto, M. Coping with rejection: Core social motives across cultures. In *The Social Outcast: Ostracism, Social Exclusion, Rejection, and Bullying*; Williams, K.D., Forgas, J.P., Hoppel, W.V., Eds.; Psychology Press: New York, NY, USA, 2005; pp. 185–198.
- [44] Foster, H.; Hagan, J. Incarceration and intergenerational social exclusion. *Soc. Prob.* 2007, 54, 399–433.
- [45] Freeman, R.B. The labour market in new information economy. *Oxf. Rev. Econ. Policy* 2002, 18, 288–305.
- [46] Garrouste, C.; Kozovska, K.; Perez, E.A. Education and Long-Term Unemployment; JRC Scientific and Technical Reports; European Commission: Luxembourg, 2010
- [47] Groenfeldt D. (2003). The future of indigenous values: cultural relativism in the face of economic development. *Futures.* 2003; 35: 917–929.
- [48] Gupta, A. Structural changes in Australian labor market: 21st century. *Int. J. BRIC Bus. Res.* 2013, 2, 1–7.
- [49] Haavisto, I. Vankistuva Keskiluokka; EVA-analyysi, No 63, 29.5.2018; Elinkeinoelämän Valtuuskunta (EVA): Helsinki, Finland, 2018
- [50] Hake, B.J. Lifelong learning in late modernity: The challenges to society, organizations, and individuals. *Adult Educ. Q.* 1999, 49, 79–90.
- [51] Hallam, C.A. Teachers' Viewpoints of Strategies to Prevent School Exclusion: A Q Methodological Study. Ph.D. Thesis, University of Nottingham, Nottingham, UK, May 2014.
- [52] Hämäläinen, J. Hyvinvoinnin kaksi strategiaa: Poliittinen ja pedagoginen. In *Hyvinvointi Yhteiskuntapoliittisena Tavoitteena*; Niemelä, P., Pursiainen, T., Eds.; Sosiaalipoliittisen Yhdistyksen Tutkimuksia Nro 62; University of Kuopio: Kuopio, Finland, 2006; pp. 16–29.
- [53] Heath, P. *Parent-Child Relations: Context, Research and Application*, 2nd ed.; Pearson: Hoboken, NJ, USA, 2009.
- [54] Helliwell, J.F.; Layard, R.; Sachs, J.D. *World Happiness Report 2018*; Sustainable Development Solutions Network: New York, NY, USA, 2018.
- [55] Higuchi, A. The mechanisms of social exclusion in modern society: The dilemma of active labor market policy (transl. A Brown). *Int. J. Jpn. Sociol.* 2014, 23, 110–124.
- [56] Hills, J.; Le Grand, J.; Piachaud, D. *Understanding Social Exclusion*; Oxford University Press: New York, NY, USA, 2002.
- [57] Hobcraft, J. Social exclusion and the generations. In *Understanding Social Exclusion*; Hills, J., Le Grand, J., Piachaud, D., Eds.; Oxford University Press: New York, NY, USA, 2002; pp. 62–83.
- [58] Holman, R. *Poverty: Explanations of Social Deprivation*; Martin Robertson and Company Ltd.: Oxford, UK, 1978.
- [59] Jackson, C.A.; Henderson, M.; Frank, J.W.; Haw, S.J. An overview of prevention of multiple risk behaviour in adolescence and young adulthood. *J. Public Health* 2012, 34, i31–i40
- [60] Jordan, G. The causes of poverty cultural vs. structural: Can there be a synthesis? *Perspect. Public Aff.* 2004, 1, 18–34.
- [61] Judd, S. Young people with mental health problems. In *Managing Transitions: Support for Individuals at Key Points of Change*; Petch, A., Ed.; The Policy Press: Bristol, UK, 2009; pp. 59–72.
- [62] Jyrkämä, J. Nuoret sivuraitteelle? Nuorisosta, syrjäytymisestä yhteiskunnasta. In *Suomalaista*
- [63] Karhula, A.; Lehti, H.; Erola, J. Intergenerational scars? The long-term effects of parental unemployment during a depression. *Res. Finn. Soc.* 2017, 10, 87–99.
- [64] Kawabata, Y.; Alink, L.R.A.; Tseng, W.-L.; van Ijzendoorn, M.H.; Crick, N.R. Maternal and paternal parenting styles associated with relational aggression in children and adolescents: A conceptual analysis and meta-analytic review. *Dev. Rev.* 2011, 31, 240–278.
- [65] Kéléfa, K., Nuorten Syrjäytyminen-Epäsuotuisia Polkuja Aikuisuuteen. Haaste 1/2014.
- [66] Kieselbach, T. Long-term unemployment among young people: The risk of social exclusion. *Am. J. Commun. Psychol.* 2003, 12, 69–76.
- [67] Kopnina, H.; Cherniak, B. Neoliberalism and justice in education for sustainable development: A call for inclusive pluralism. *Environ. Educ. Res.* 2016, 22, 827–841.
- [68] Kyei-Poku, I. The benefits of belongingness and interactional fairness to interpersonal citizenship behavior. *Leadersh. Organ. Dev. J.* 2014, 35, 691–709.
- [69] Laine, M. Culture in sustainability. Defining cultural sustainability in education. *Discourse Commun. Sustain. Educ.* 2016, 7, 52–67.
- [70] Levitas, R. Let's hear it for humpty: Social exclusion, the third way and cultural capital. *Cult. Trends* 2004, 13, 41–56.
- [71] Levitas, R. *The Inclusive Society? Social Inclusion and New Labour*, 2nd ed.; Macmillan: Basingstoke, UK, 2005.

- [72] Levitas, R.; Pantazis, C.; Fahmy, E.; Gordon, D.; Lloyd, E.; Patsios, D. *The Multi-Dimensional Analysis of Social Exclusion*; Department of Sociology and School for Social Policy, University of Bristol: Bristol, UK, 2007
- [73] Mathieson, J.; Popay, J.; Enoch, E.; Escorel, S.; Hernandez, M.; Johnston, H.; Rispel, L. *Social Exclusion: Meaning, Measurement and Experience and Links to Health Inequalities: A Review of Literature*. WHO Social Exclusion Knowledge Network Background Paper 1. 2008.
- [74] McKinsey Global Institute. *Jobs Lost, Jobs Gained: Workforce Transitions in a Time of Automation*. December 2017.
- [75] Mills, M.; McGregor, G.; Baroutsis, A.; Te Riele, K.; Hayes, D. *Alternative education and social justice: Considering issues of affective and contributive justice*. *Crit. Stud. Educ.* 2016, 57, 100–115.
- [76] Mimica, M. *Education, The foundation for sustainable economic development: The “respect” learning strategy principles implemented in higher economic education*. *Ecoforum J.* 2016, 5, 17–22.
- [77] Missimer, M.; Robèrt, K.-H.; Broman, G. *A strategic approach to social sustainability–Part 1: Exploring the social system*. *J. Clean. Prod.* 2017, 140, 32–41.
- [78] Morgan, C.; Burns, T.; Fitzpatrick, R.; Pinfold, V.; Priebe, S. *Social exclusion and mental health: Conceptual and methodological review*. *Br. J. Psychiatry* 2007, 191, 477–483.
- [79] Morris, K.; Barnes, M.; Mason, P. *Children, Families and Social Exclusion: New Approaches to Prevention*; The Policy Press: Bristol, UK, 2009.
- [80] Munn-Giddings, C.; Stokken, R.; Maglajilic, R.A. *Editorial: Social inclusion. Intersectionalities* 2015, 4, 1–6.
- [81] Nevala, A.-M.; Hawley, J.; Stokes, D.; Slater, K.; Souto Otero, M.; Santos, R.; Duchemin, C.; Manoudi, A.
- [82] Newburn, T.; Shiner, M.; Young, T. *Dealing with Disaffection: Young People, Mentoring and Social Inclusion*; Willan Publishing: Cullompton, UK, 2013.
- [83] Nichols, A.; Mitchell, J.; Lindner, S. *Consequences of Long-Term Unemployment*; The Urban Institute: Washington, DC, USA, 2013
- [84] Notkola, V.; Pitkänen, S.; Tuusa, M.; Ala-Kauhaluoma, M.; Harkko, J.; Korkeamäki, J.; Lehikoinen, T.; Lehtoranta, P.; Puumalainen, J. *Nuorten Syrjäytyminen. Tietoa, Toimintaa ja Tuloksia? Eduskunnan Tarkastusvaliokunnan Julkaisun1/2013; Eduskunta: Helsinki, Finland, 2013*
- [85] *Nuorisotutkimusta; Tutkimuksia ja Selvityksiä 1*; Mikkola, A., Ed.; Kansalaiskasvatuksen Keskus: Helsinki, Finland, 1986; pp. 37–58.
- [86] OECD (Organization for Economic Cooperation and Development) (2011). *Compendium of OECD well-being indicators*. Paris: Organization for Economic Cooperation and Development.
- [87] Oury, L. *Exclusion/Inclusion sociale*, *Rev. Afr. déve*, 2012
- [88] Panda, R.K. *Socially Exclusion and Inequality: Opportunities in Agenda 2030: Sustainable Development Goals/SDGs): Their Role in Ending Inequalities in India; A Position Paper on State of Socially Excluded Groups (SEGs) and Framework of Action*; GCAP India: Delhi, India, 2016
- [89] Peattie, K. *Developing and delivering social science research for sustainability*. In *Researching Sustainability: A Guide to Social Science Methods, Practice and Engagement*; Blyton, P., Franklin, A., Eds.; Earthscan: Adingdon, UK, 2011; pp. 17–33.
- [90] Pennacchia, J.; Thomson, P.; Mills, M.; McGregor, G. *Alternative programmes, alternative schools and social justice*. *Crit. Stud. Educ.* 2016, 57, 1–5.
- [91] Polese, M.; Stren, R. *The social sustainability of cities*; University of Toronto Press: Toronto, ON, Canada, 2000.
- [92] Primack, B.A.; Shensa, A.; Sidani, J.E.; Whaitte, E.O.; Lin, L.Y.; Rosen, D.; Colditz, J.B.; Radovic, A.; Miller, E. *Social media use and perceived social isolation among young adults in the U.S*. *Am. J. Prev. Med.* 2017, 53,1–8.
- [93] Pulkkinen, A. *Syrjäytyminen on Sisäisen Turvallisuuden Suurin Uhka*. Suomen Pelastusalan Keskusjärjestö (SPEK). 7 September 2015.
- [94] Rauch, D. *Institutional Fragmentation and Social Service Variations: A Scandinavian Comparison*. Ph.D. Thesis, Umeå University, Umeå, Sweden, October 2005.
- [95] Rawal, N. *Social inclusion and exclusion: A review*. *Dhaulagiri J. Sociol. Anthropol.* 2008, 2, 161–180.
- [96] *Reducing Early School Leaving in the EU: Executive Summary*. European Parliament: Directorate General for Internal Policies; Policy Department B, Structural and Cohesion Policies: Brussels, Belgium, 2011;
- [97] Restrepo, P. *Skill Mismatch and Structural Unemployment*; Massachusetts Institute of Technology: Cambridge, MA, USA, 2015
- [98] Richardson, L. *DIY Community Action: Neighbourhood Problems and Community Self-Help*; the Policy Press: Bristol, UK, 2008.

- [99] Rönkä, A.; Malinen, K.; Metsäpelto, R.-L.; Laakso, M.-L.; Sevón, E.; Verhoef-van Dorp, M. Parental working time patterns and children's socioemotional wellbeing: Comparing working parents in Finland, the United Kingdom, and the Netherlands. *Child. Youth Serv. Rev.* 2017, 76, 133–141
- [100] Room, G.J. Social exclusion: Solidarity and the challenge of globalization. *Int. J. Soc. Welf.* 1999, 8, 166–174.
- [101] Sachs D. J. From millennium development goals to sustainable development goals. *The Lancet.* 379: 2206–2211, 2012
- [102] Sachs, I. Social sustainability and whole development. In *Sustainability and the Social Sciences*; Becker, E., Jahn, T., Eds.; Zed Books and UNESCO: New York, NY, USA, 1999; pp. 25–36.
- [103] Sacker, A.; Ross, A.; Macleod, C.A.; Netuveli, G.; Windle, G. Health and social exclusion in older age: Evidence from Understanding Society, the UK household longitudinal study. *J. Epidemiol. Commun. Health* 2017, 71, 681–690.
- [104] Sanoh, Y. *Les trois mondes du capitalisme social*; Polity Press: Cambridge, UK, 1990.
- [105] Saunders, P. Social exclusion: Challenges for research and implication for policy. *Econ. Labour Relat. Rev.* 2008, 19, 73–91.
- [106] Sells, D.J.; Stayner, D.A.; Davidson, L. recovering the self in schizophrenia: An integrative review of qualitative studies. *Psychiatr. Q.* 2004, 75, 87–97.
- [107] Silver, H.; Miller, S.M. Social Exclusion. *Indicators* 2003, 2, 1–17.
- [108] Silver, H. *The Process of Social Exclusion: The Dynamics of an Evolving Concept*; Chronic Poverty Research Centre Working Paper No. 95; IDPM/Chronic Poverty Research Centre: Manchester, UK, 2007.
- [109] Sipilä, J.; Österbacka, E. *Enemmän Ongelmien Ehkäisyä, Vähemmän Korjailua? Perheitä ja Lapsia Tukevien Palvelujen Tuloksellisuus ja Kustannusvaikuttavuus*; Ministry of Finance: Helsinki, Finland, 2013.
- [110] Soini, K.; Dessen, J. Culture-sustainability relation: Towards a conceptual framework. *Sustainability* 2016, 8, 167.
- [111] Spandler, H. From social exclusion to inclusion? A critique of the inclusion imperative in mental health. *Med. Sociol. Online* 2007, 2, 3–16.
- [112] SPC. *Social Europe: Aiming for Inclusive Growth*; Annual Report of the Social Protection Committee on the Social Situation in the European Union; Publications Office of the European Union: Luxembourg, 2015;
- [113] Stiglitz J. E., Sen A., Fitoussi J. P. *The measurement of economic performance and social progress revisited*. Paris: Centre de recherche en Économie, 2009.
- [114] Stumpf, T.S.; Sandstrom, J.; Swanger, N. Bridging the gap: Grounded theory method, theory development, and sustainable tourism research. *J. Sustain. Tourism* 2016, 24, 1691–1708.
- [115] Sund, L. Facing global sustainability issues: Teachers' experiences of their own practices in environmental and sustainability education. *Environ. Educ. Res.* 2016, 22, 788–805.
- [116] United Nations Conference on Environment and Development (UNCED). *The Rio Declaration on Environment and Development*; UNCED: Rio de Janeiro, Brazil, 1992;
- [117] United Nations. *Transforming Our World: The 2030 Agenda for Sustainable Development*. 2015
- [118] Van Bergen, A.P.L.; Hoff, S.J.M.; Schreurs, H.; van Loon, A.; van Hemert, A.M. *Social Exclusion Index-for Health Surveys (SEI-HS): A prospective nationwide study to extend and validate a multidimensional social exclusion questionnaire*. *BMC Public Health*, 2017
- [119] Virtanen, P. *Report on Social Exclusion in Finland. First Progress Report written for the European Commission, DG Employment*, 2003.
- [120] Vogt, K.C. The post-industrial society: From utopia to ideology. *Work Employ. Soc.* 2016, 30, 366–376.
- [121] Webster, F. *Theories of the Information Society*, 4th ed.; Routledge: New York, NY, USA, 2014.
- [122] Widok, A. *Social Sustainability: Theories, Concepts, Practicability*; EnviroInfo 2009; Shaker Verlag: Berlin, Germany, 2009.
- [123] World Commission on Environment and Development (WCED). *Our Common Future*; WCED for UN: Oslo, Norway, 1987
- [124] Yuval-Davis, N. Belonging and the politics of belonging. *Patterns Prejudice* 2006, 40, 197–214.
- [125] Ziyauddin, K.M. Dimensions of social exclusion: An introduction. In *Dimensions of Social Exclusion: Ethnographic Explorations*;
- [126] Ziyauddin, K.M., Kasi, E., Eds.; Cambridge Scholars Publishing: Newcastle upon Tyne, UK, 2009; pp. 1–6.